

RD-CONGO



300 FC



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

www.adiac-congo.com

N° 2112 - LUNDI 15 SEPTEMBRE 2014

Rentrée parlementaire

Les enjeux de la session ordinaire de septembre

Les partis politiques de la majorité entendent soutenir, au cours de la session parlementaire qui s'ouvre ce lundi, le projet de loi portant révision de quelques articles de la Constitution en vue de leur adoption. Le pari est loin d'être gagné d'avance, tant l'opposition en synergie avec une frange des membres de la plate-forme présidentielle, sont déterminés à faire échec à toute velléité

de réforme constitutionnelle. Les fissures enregistrées dans l'édifice de la majorité sur fond d'élargissement du bloc antirévionniste ne seraient pas de bon augure. Les esprits avertis redoutent une onde de choc susceptible de renverser les tendances à l'Hémicycle. Entre-temps, la nécessité d'adopter, au cours de cette session de septembre essentiellement budgétaire, quelques projets de



Des sénateurs en congrès au Palais du peuple

loi en rapport avec les élections susceptibles de permettre à

Céni de mieux encadrer le cycle électoral 2014-2016, se ré-

véle déterminante pour la suite du processus électoral. [Page 18](#)

VIE DES PARTIS

L'UDPS d'accord pour la tenue d'un dialogue politique



Les présidents des quatre fédérations de Kinshasa

Dans la déclaration qui avait sanctionné la matinée politique tenue le 11 septembre, les présidents fédéraux de l'Union pour la démocratie et le progrès

social (UDPS) pour la ville-province de Kinshasa ont exprimé leur accord pour la tenue d'un dialogue politique dans le pays. L'organisation de ce forum est, en effet, présentée comme salubre pour autant qu'il soit conforme à l'esprit de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba signé en Éthiopie pour la stabilité de la RDC et de la sous-région des Grands lacs ainsi qu'à la résolution 2098 des Nations unies. Cette démarche, dans l'entendement de ces cadres de l'UDPS qui s'appuient sur les recommandations contenues dans ledit Accord, vi-

serait à « mettre un terme à la crise de légitimité qui prévaut dans le pays suite au hold-up électoral de novembre 2011 ». [Page 18](#)

JUSTICE

Jean-Bertrand Ewanga condamné à douze mois de prison ferme

Le procès Ewanga vient enfin de connaître son épilogue à la suite du verdict prononcé dans la soirée du jeudi dernier par la Cour suprême de justice. Le secrétaire général de l'Union pour la Nation (UNC) s'en tire avec une année de prison ferme. Si l'accusation d'incitation à la haine tribale n'a pas été retenue, celle relative à l'offense au chef de l'État mais aussi au président du Sénat, de l'Assemblée nationale et du Premier ministre, aura essentiellement

motivé ce jugement récusé séance tenante par la défense. Tout en affirmant qu'il n'existe aucune infraction qualifiée d'offense au chef de l'État dans le Code pénal congolais, la défense soutient qu'à aucun moment son client n'a versé dans ces travers lors du meeting de l'opposition du 4 août dernier à la place Sainte-Thérèse. Pour les activistes des droits de l'Homme et pour les forces de l'opposition, ce verdict est perçu comme une totale déception. [Page 18](#)

POLIOMYÉLITE

La RDC organise du 18 au 20 septembre la campagne de vaccination contre la maladie

Ces journées de vaccination synchronisées se dérouleront au même moment en RDC, au Congo-Brazzaville et en Angola. Cette série de manifestations s'inscrit dans le cadre du processus d'éradication de la poliomyélite. Pour ce qui est de la RDC, toutes les onze provinces sont concernées par cette campagne de vaccination qui cible les enfants âgés de zéro à cinq ans. Pour atteindre tous les enfants ciblés par ces journées de vaccination, les organisateurs ont retenu la stratégie de porte-à-porte.

Pour prévenir cette maladie invalidante de l'enfant, il n'y a pas d'autre alternative que la prévention. Celle-ci passe par la vaccination qui est du reste gratuite. Les parents sont priés de se conformer à ce rituel car un enfant non vacciné est exposé à une paralysie irréversible de ses membres inférieurs. [Page x](#)

DROITS DE L'HOMME

FAS et FSPD étendent la formation au groupe cible secondaire

La formation organisée le 12 septembre à Kinshasa avec l'appui de l'Union européenne constitue le deuxième volet de l'atelier organisé dans le cadre du projet « Plaidoyer des femmes sur les droits et libertés fondamentales à l'est de la RDC ». Axée sur les droits humains, les libertés fondamentales et le plaidoyer, ces travaux ont visé le groupe cible primaire constitué des formateurs. Les participants à cette session de formation sont censés partager l'information entre eux et avec la communauté d'origine tout en menant des plaidoyers auprès des décideurs locaux pendant des forums afin d'influer sur leurs décisions politiques, y compris le cadre juridique. Ce projet reste motivé par des déplacements en masse des populations et des abus des droits de l'Homme, en particulier ceux des femmes, occasionnés par la succession des guerres que l'est du pays connaît depuis plusieurs décennies. [Page 19](#)

ÉDITORIAL

Scrutin

Les élections locales qui se dérouleront le 28 septembre, sur toute l'étendue du territoire national, n'auront évidemment pas l'importance politique que revêtiront les scrutins législatifs et présidentiels prévus pour les années à venir. Mais elles marqueront, du moins faut-il l'espérer, un changement majeur dans la gouvernance publique. Ceci pour les deux raisons que voici :

1- Elles permettront de mesurer les progrès accomplis ces dernières années dans la mise en place du mécanisme complexe qui permet aux citoyens de choisir librement les hommes et les femmes chargés de gérer les institutions départementales, premier niveau de tout régime démocratique qui se respecte. Même si, en effet, des défauts sont constatés ici et là dans l'organisation du scrutin, ces élections devaient confirmer le fait que les outils sur lesquels repose l'objectivité du scrutin – cartes d'électeurs, listes électorales, bulletins de vote, urnes, documents administratifs divers – sont bien présents sur le terrain. Et de ce premier exercice en temps réel naîtront certainement des progrès qui bénéficieront à l'ensemble du système.

2- Les élections du 28 septembre donneront une idée précise du rapport des forces qui existe aujourd'hui dans le champ politique. Certes, le citoyen lambda accorde plus d'importance, dans ce type de scrutin, à l'engagement local du candidat pour qu'il se prononce, mais au plan national, la collecte des résultats permettra certainement de mesurer de façon plus précise les rapports de forces existant entre la majorité et l'opposition ; sans doute même donnera-t-elle une idée juste de la représentativité réelle des factions qui se disputent plus ou moins ouvertement le pouvoir au sein de ces deux grands ensembles. Pour résumer ce point, nous dirons que les élections locales affineront la carte politique du Congo.

Conclusion de ce qui précède : si les partis qui détiennent ou qui briguent le pouvoir ont deux sous de bon sens, ils s'engageront à fond dans la joute électorale qui débute. Loin de perdre du temps et de gaspiller leurs forces, ils démontreront, à la faveur de ce scrutin, qu'ils ne sont pas présents seulement à Brazzaville et dans les autres grandes cités que compte le Congo. Une démonstration capitale qui pourrait leur valoir demain de grandes victoires.

Les Dépêches de Brazzaville

ÉLECTIONS LOCALES

Le ministre de l'Intérieur appelle à une campagne électorale apaisée et responsable

La campagne électorale pour le scrutin local a débuté le 12 septembre et s'achèvera le 26 du même mois à minuit.

Reconnue comme une période exceptionnelle de ferveur politique, de réunions, d'explications et d'échanges entre les candidats et leurs potentiels électeurs, la campagne électorale ne doit pas constituer un moment de perturbation de l'ordre social.

Ainsi, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, a invité, dans un message publié le 11 septembre, les acteurs impliqués dans le processus électoral au respect de la différence d'opinion, des idées des autres et à la tolérance.

« La provocation, les propos haineux, les débordements de tous genres qui pourraient menacer l'ordre public à la préservation duquel le gouvernement est profondément attaché n'y ont pas leur place », a indiqué Raymond Zéphirin Mboulou, avant d'exhorter tous les candidats, les partis et groupements politiques de respecter les valeurs fortes de la République dont les plus essentielles sont l'unité, la paix, le travail, l'ordre public, le progrès pour tous. Le ministre de l'Intérieur a en outre rappelé que les élec-

tions politiques permettent de consolider le processus démocratique dans un pays. La consultation électorale du 28 septembre prochain, a-t-il annoncé, concerne les cent onze circonscriptions administratives que compte le pays. Au sujet du mandat des conseillers municipaux et départementaux issus des élections locales de 2008, il a rappelé qu'il avait pris fin depuis bientôt une année. La convocation du corps électoral pour le 28 septembre intervient après le recensement administratif spécial qui a permis au pays de se doter de nouvelles listes électorales.

Roger Ngombé

La JUR positionne 39 candidats à Brazzaville

Le 12 septembre à Brazzaville, la Jeunesse Unie pour la République (JUR), que préside Aurelien Brillant Miamissa, a annoncé officiellement sa participation aux élections locales.

En effet, les arrondissements 1 Makélékélé et 7 Mfilou comptent 11 candidats chacun. Les arrondissements 8 Madibou et 7 Mfilou ont enregistré respectivement 4 et 11 candidats pour les locales. Au cours de cette occasion, Fernand Miamissa, tête de liste à Makélékélé, a rappelé que dans la culture de paix, la confrontation ne doit pas être source de conflits et de déstabilisation.

« La compétition électorale honnête est gage de la démocratie pluraliste et de quiétude. C'est aussi surtout un moment d'apaisement des consciences. La violence est l'expression d'un manque

d'arguments et l'élection n'est qu'un jeu, un jeu dont la règle fondamentale est la communication et non la corruption. Les urnes doivent trancher et exprimer votre ras-le-bol », a-t-il exhorté. Avant de poursuivre : « Cette élection constituerait un message fort à envoyer aux adversaires qui ne comptent que sur leur argent. Le moment est venu de changer les choses. Alors changeons les, le 28 septembre, en donnant à la JUR les conseillers qui lui permettront de mieux exprimer ses assertions. »

Créée en 2008, cette formation politique est à sa première ex-

périence en matière électorale. « Nous avons pour condition sine qua none de nous présenter aux élections, le recensement administratif spécial. Après ce recensement, la JUR est en mesure de prendre part à une élection. Ne pas y aller, c'est nous mettre en cause. Crédible ou pas, nous pensons qu'une élection est avant tout un enjeu majeur, dans la mesure où elle permet aux populations de garder une certaine quiétude », a déclaré le président de la JUR.

En dehors de ces arrondissements de Brazzaville, les couleurs de la JUR sont aussi portées par des candidats présents à Impfondo, dans le département de la Likouala, à Mindouli, dans le Pool et à Zanaga, dans la Lékoumou.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcie.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcie
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngoni

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

INFRASTRUCTURES DE TÉLÉCOMMUNICATION

Le Cab s'associe aux Grands travaux

La coordination technique de la délégation générale des Grands travaux (DGGT) et celle du projet CAB (central african backbone) du Congo ont fixé les conditions de la construction des infrastructures de télécommunication des liaisons inter-États, dans l'optique de mutualiser le financement, les études de faisabilité, la conception et la maîtrise d'ouvrage.

Les engagements des deux parties sont contenus dans un protocole d'accord signé le 12 septembre à Brazzaville. Les sceaux ont été signés par le coordonnateur des projets routiers à la DGGT, Batounguidio et celui du Cab, Luc Missidimbazi, sous la supervision du conseiller administratif et juridique du ministre des Postes et télécommunications, Basile Mpouo Monka. À travers cette option, les deux parties conviennent de faciliter leur travail, en termes de rapidité et de fiabilité dans la construction des infrastructures de télécommunications.

Ainsi, dans le cadre de cette mutualisation, les spécifications techniques, le génie civil des infrastructures de télécommunications, le réseau, les appels d'offres, sont à la charge de la coordination du projet CAB. La coordination technique de la DGGT est responsable de la coordination globale des projets et de tout autre aspect ne relevant pas des télécommunications.

Cependant, les deux parties qui

ont en commun la responsabilité de l'étude environnementale et sociale des projets, s'engagent à créer les conditions



Les participants

ment des aspects relevant de son domaine.

Les deux activités menées par la DGGT et le CAB s'ins-

crivent dans le même cadre et il est question d'éviter tout chevauchement. « C'est ce qu'on rencontre dans la ville, une route est faite et il y a d'autres projets qui viennent pour creuser. Nous voulons

arranger cette situation de telle sorte que la route et des passages de divers réseaux se fassent de manière combinée

et harmonieuse », a expliqué Batounguidio.

Cette mutualisation concerne les axes transfrontaliers avec les pays de la sous-région, le Cameroun, le Gabon, la République centrafricaine (RCA), l'Angola, la République démocratique du Congo (RDC). La DGGT a en charge la construction des infrastructures routières et le CAB celle des infrastructures de télécommunications. Déjà, sur la route Keta-Djoum (frontière Cameroun), il est prévu de faire passer une fibre optique. Sauf qu'ici, la route est déjà en construction et même très avancée si bien que la DGGT et le CAB sont contraintes d'engager une réflexion pour voir comment faire passer la fibre. En rappel, le projet CAB a la mission de construire le réseau de maillage en télécommunications haut débit avec les pays frontaliers du Congo selon les connexions suivantes : Congo et Gabon par le tronçon Doli-sie-Mbinda- frontière Gabon ; Congo et la RDC à travers le fleuve selon diverses options (sous-marine, aérienne, hertzienne) ; Congo et RCA par le tronçon Ouesso-Bomassa-frontière de la RCA ; Congo et Cameroun par le tronçon Ouesso-Souanké- frontière du Cameroun.

Nancy France Loutoumba

LE FAIT DU JOUR

Le Maghreb ces quatre dernières années

Selon que l'on parle du petit Maghreb, en songeant aux trois pays d'Afrique du Nord-Ouest, que sont le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, ou du grand Maghreb, allusion faite à cette zone géopolitique et culturelle plus vaste, comprenant les trois premiers pays, mais aussi la Libye, la Mauritanie, le territoire litigieux du Sahara occidental et aussi l'Égypte, l'actualité des quatre dernières années s'appelle le printemps arabe. Comment l'Afrique du Nord se relève-t-elle peu à peu des effets de cette tourmente sociopolitique grave ?

Épargnée par le vent de la pérestroïka venu d'Europe de l'Est dans le début des années 1990, l'Afrique du Nord a eu sa part de décomposition-recomposition, avec les bouleversements intervenus à la fin de l'année 2010 communément appelés, le printemps arabe. Ici, comme il y a près d'un quart de siècle pour l'autre moitié de l'Afrique et la pérestroïka, tous les pays n'ont pas vécu ces événements de la même manière. Preuve qu'en tout état de cause, chaque pays, en fonction de son histoire, chaque peuple, en fonction du pied sur lequel il se lève, se déterminent en tenant compte des

circonstances du moment.

Prenons le cas des sept pays du « grand » Maghreb : la Mauritanie avait été elle aussi touchée par le renouveau dont il fut question. Des manifestations de rue, les unes plus fortes que les autres, donnèrent lieu à des échauffourées avec les forces de l'ordre, avant que le pouvoir n'y mette un bémol en faisant des concessions sur plusieurs fronts. Même chose pour le Maroc où le roi Mohamed VI devança la fronde réelle de ses sujets, devenus compatriotes, en édictant des mesures qui permirent de mieux contrôler la situation. Saignée par une décennie de violences inouïes (1991-2001), l'Algérie n'a pas non plus cédé aux sirènes de cette « renaissance » née chez son voisin tunisien, réussissant littéralement à endiguer les mouvements de masse. Ne parlons pas du Sahara occidental du fait qu'il n'y a pas d'État viable pour le moment.

Il reste les cas de la Tunisie, de l'Égypte et de la Libye.

Point de départ de la révolte des peuples d'Afrique du Nord contre l'ordre établi, la Tunisie est en passe

de sortir de l'incertitude dans laquelle elle était plongée depuis le déclenchement de la révolution de Jasmin, suite à l'immolation par le feu, le 17 décembre 2010, d'un jeune marchand de fruits et légumes. Elle vient en effet de se doter d'une nouvelle constitution, son espace politique est pris d'assaut par de nombreux partis. Même si le pays est de temps en temps secoué par des violences (des attentas attribués aux islamistes sont perpétrés contre les forces de l'ordre), l'on s'achemine vers un processus où le recours aux urnes pour départager les acteurs politiques serait l'unique voie pour la nouvelle Tunisie.

Prise elle aussi dans une véritable trappe, l'Égypte a connu une tournure là aussi complexe. L'arrivée au pouvoir des islamistes par les urnes, pendant que le rais démissionnaire, malade, Hosni Moubarak, soldait ses comptes avec la justice, a été suivie de manifestations de rue ingérables. Ce qui avait dû donner des idées à un troisième larron, l'armée en l'occurrence, qui a déposé le président élu, Mohamed Morsi. Une année de transition émaillée de violences a permis au candidat de la grande muette, le

maréchal Abdel Fatah al Sissi, de remporter la présidentielle le 8 juin dernier. Depuis, malgré des problèmes économiques importants, le pays des Pharaons reprend sa place d'antan au sein du monde arabe et de la sous-région. Israël et la Palestine sont passés par le Caire pour obtenir un énième cessez-le-feu de l'histoire de leur longue guerre d'usure.

La posture rassembleuse de l'Égypte est de ce point de vue proche de celle de l'Algérie qui, forte de son expérience dans la lutte contre les mouvements armés, réunit depuis plusieurs semaines les frères ennemis maliens qu'elle tente d'aider à regarder l'avenir de leur pays. À son tour, le Maroc a entrepris de battre ses cartes économiques et commerciales dans plusieurs régions d'Afrique. On ne devrait pas se gêner de dire que quatre ans après le déclenchement du printemps arabe, tel un sphinx, le grand Maghreb renaît de ses cendres. La fausse note vient de la Libye, qui a pourtant des atouts pour imiter ses voisins et se mettre dans la dynamique de renaissance en cours en Afrique du Nord. Son heure n'est peut-être pas encore arrivée.

Gankama N'Siah



**Recherche des Professionnels de la Mécanique de Maintenance
pour un programme de compagnonnage avec son client,
un des leaders mondiaux dans les métiers de la logistique et du transport**

Au sein de la DTM (Direction Technique et Matériel) basée à Pointe Noire,
sous la responsabilité de votre Chef d'équipe « métier », en tenant compte de l'activité de l'exploitant et en rendant compte auprès de votre Chef d'équipe
vous agirez en tant que professionnel spécialisé, à savoir :

1) Mécanicien

Vos missions principales seront de :

- Diagnostiquer les pannes
- Analyser les pièces démontées et analyser le problème pour informer sa hiérarchie directe
- Appliquer les procédures de réparation établies
- Suivre les consignes de son chef d'équipe
- Comprendre et appliquer les spécifications « constructeur »
- Assurer la ventilation de ses heures au plus juste par segment
- Connaître et mettre en œuvre les règles d'organisation et de rangement de la DTM
- Respecter et Suivre les règles de sécurité HSE
- Nettoyer et ranger son poste de travail
- Remonter les informations de son activité auprès de sa hiérarchie directe

Vous serez amené à vous déplacer afin d'assurer une réparation sur d'autres sites, sans analyse technique complexe.
Plus particulièrement, vous devrez en tant que mécanicien spécialisé

1.1) Composants	1.2) Remorques	1.3) PL	1.4) Entretien	1.5) TP
assurer la réparation des composants de nos différents matériels (moteur, boîte, commande finale ... etc.)	assurer la réparation des différentes remorques du parc remorques	assurer la réparation des tracteurs routiers et PL	assurer les entretiens périodiques de nos différents matériels c'est à dire :	assurer la réparation des chariots élévateurs et machines de travaux publics,
- Assurer le démontage et remontage des composants - Expertiser et contrôler les pièces (métrologie)	- Réparer les différents circuits électrique et pneumatiques des remorques - Etablir les listes de pièces de rechange	- Réparation des différents circuits et composant de PL - Etablir les listes de pièces de rechange	- Effectuer les entretiens périodiques selon les prescriptions du constructeur - Faire remonter les anomalies constatées lors des entretiens à votre responsable hiérarchique	

vous êtes titulaire d'une formation et/ou diplôme de base en mécanique générale (CAP/BEP/ Bac Pro), le BTS serait un plus, votre expérience de 5 ans minimum vous a permis d'acquérir de bonnes bases mais aussi de savoir lire et interpréter les différents schémas mécaniques de votre spécialité.

Réf: MECC2014/ABL/KAC	Réf: MECR2014/ABL/KACC	Réf: MECPL2014/ABL/KACC	Réf: MECE2014/ABL/KACC	Réf: MECTP2014/ABL/KACC
-----------------------	------------------------	-------------------------	------------------------	-------------------------

2) Electriciens

L'électricien assure les réparations et diagnostics sur les circuits électriques des différents matériels de l'atelier en tenant compte de l'activité de l'exploitant, mais aussi en rendant compte au chef d'équipe.

Vos missions principales seront de

- Diagnostiquer des pannes
- Assurer le démontage et remontage des composants électriques
- Expertiser et contrôler des pièces
- Analyser les pièces démontées
- Appliquer les procédures de réparation établies
- Suivre les consignes de son chef d'équipe
- Comprendre et appliquer les spécifications « constructeur »
- Assurer la ventilation des ses heures au plus juste par segment
- Suivre les règles d'organisation et rangement de la DTM
- Suivre les règles de sécurité HSE
- Réaliser des listes de pièces : inventaire, pièces à acheter, à réparer, à faire usiner car ne sont plus produites

Riche d'une formation de base en électricité VL, PL ou TP, et titulaire d'un BTS minimum, vous démontrez d'une expérience de 5 ans en électricité TP, PL et VL, vos connaissances sur les groupes électrogènes et électricité en bâtiment seront un plus. Conscientieux et prudent,

Réf: ELEC2014/ABL/KACC

3) Magasiniers Pièces détachées

Le magasinier assure la gestion rigoureuse des mouvements « entrées et sorties » de pièces de rechange, tout en optimisant le réapprovisionnement, et en proposant des solutions d'amélioration pour les pièces les plus mouvementées.

Le Magasinier a pour tâche d'exécuter les opérations suivantes

- Réception des PDR
- Livraison des PDR
- Contrôler la conformité de la livraison
- De stockage
- Tenue des stocks
- Suivi du stock et réapprovisionnement
- Préparation de commande pour l'atelier par anticipation (entretien)
- Effectuer les inventaires
- Peut réaliser des opérations de manutention à l'aide de matériel de manutention léger et d'emballage
- Nettoyer et ranger la zone de travail conformément aux règles de la DTM
- Suivre les règles de sécurité et HSE

De formation initiale en Gestion administrative, ou magasinier ayant une expérience confirmée, vous démontrez d'une expérience de 2 ans dans la gestion de stock de pièces. Ouvert d'esprit, vous êtes méthodique et ordonné, et vous vous appuyez dans votre métier sur l'utilisation de la bureautique pour optimiser votre action (environnement Windows)

Réf: MAG2014/ABL/KACC

Rigoureux, ouvert, curieux d'apprendre et de développer vos compétences métiers dans une structure dynamique, vous souhaitez renforcer vos acquis auprès de professionnels aguerris, et vous impliquer dans un groupe leader qui vous amènera vers l'excellence.

Vous êtes congolais de République du Congo, dynamique et prêt à vous investir dans ce programme de développement des compétences,
écrivez nous à l'adresse suivante, avec la référence de votre métier (comme ci dessous),
kacc.carriere@yattoo.com, jusqu'au 20 septembre 2014.
Nous attendons votre cv et votre lettre de motivation

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

« Une Constitution est un ensemble de canaux permettant la communication entre gouvernés et gouvernants. »

Dominique Rousseau, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Paris-I, Libération du 3 septembre 2014

« Décider d'être ou de ne pas être militant d'un parti politique est personnel. Chaque individu en fonction de sa sensibilité, de son idéologie choisit librement de militer dans tel ou tel parti politique dans l'espoir de voir se réaliser son idéal de société. »

Marcel Kouraogo, leader des jeunes du CDP (Burkina Faso), le Faso.net, 5 septembre 2014

« La sincérité démocratique et l'honnêteté intellectuelle supposent que l'on ne change pas les règles du jeu à l'approche des joutes électorales. »

Gaspard-Hubert Lonsi Koko (RDC), essayiste réformiste, analyste politique, Œil d'Afrique, 2 avril 2014

« Pour moi, Poutine est un parfait postmoderniste : il fait de l'histoire une sorte de centre commercial, où il choisit et prend ce qu'il veut, au gré de ses intérêts. »

Timothy Snyder, États-Unis, professeur d'histoire à l'université de Yale, Libération du 07 septembre 2014

« Un pays est fort quand il a une économie dynamique. »

François Hollande, chef de l'Etat français, Le Monde, 15 juillet 2014

* « Les amateurs de football ne sont des « idiots culturels » incapables de distance critique sur le monde qui les entoure et que leur ferveur emprisonnerait dans l'illusion. »

Christian Bromberger, ethnologue français, Le monde diplomatique, juin 1992

ÉLECTRICITÉ

Le personnel se forme sur la nouvelle tarification envisagée

Le gouvernement a commandé une étude sur la tarification de l'électricité en République du Congo. Les techniciens aiguisent leurs connaissances en vue des résultats probants.

Les cadres et agents du ministère concerné, de la société nationale d'électricité et de l'agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel) ont participé du 8 au 12 septembre, à la deuxième session de formation sur la tarification de l'éner-

l'Arسل de maîtriser parfaitement les différents modes de tarification, en commençant par la tarification au coût marginal. Des acquis qui se caractérisent par la maîtrise des caractéristiques typiques du système électrique ; des prin-



La photo de famille des deux parties, photo Adiac

gie électrique. Cette session intervient après la première (14 au 18 juillet) qui avait permis aux participants de se familiariser avec de nouveaux concepts et outils sur la tarification de l'électricité.

La formation qui s'est achevée le 12 septembre a par contre permis aux différents intervenants du secteur et cadres de

mesurer et étapes de construction d'un tarif ; des modes de fixation des tarifs d'électricité. Un programme de formation sur mesure. « Un tarif doit être quelque chose de simple, plus juste et clair en tenant compte des investissements réalisés ; et il faut une culture sur la consommation de l'électricité », a indiqué le directeur gé-

néral de l'Arسل, Émile Opangault, au terme de la formation. La maîtrise des mécanismes de calcul des tarifs d'électricité est indispensable aux décideurs qui en ont besoin pour fixer les différents tarifs d'électricité.

« Les tarifs au Congo sont restés inchangés depuis 1994 alors que le secteur connaît des mutations avec la mise en exploitation de nouveaux équipements de production, de transport et de distribution et la recomposition du cadre juridique et institutionnel », a étayé le représentant du ministre de l'Énergie et de l'hydraulique, Guy Nganguia.

Dans son argumentaire, il a souligné que la loi portant code de l'électricité de 2003, veut que chaque segment de l'industrie électrique soit géré et pris en compte dans le calcul des coûts d'électricité. Tout ceci avec objectif d'assurer l'équilibre économique et financier de l'ensemble du secteur.

Par conséquent, selon lui, cet équilibre passe par une bonne analyse des données en présence et une maîtrise des coûts marginaux fondamentaux, permettant de déterminer le tarif à appliquer à chaque catégorie de consommateur et, notamment, aux couches sociales les plus vulnérables.

Notons que les différentes sessions de formation ont été organisées par l'Arسل avec le concours du cabinet international Brain consulting. Des diplômes ont été remis à chaque participant.

Nancy France Loutoumba

BRAZZAVILLE

Des incendies déclarés vendredi

Deux incendies ont été déclarés le vendredi 12 septembre à Brazzaville. Ils ont occasionné d'importantes pertes matérielles. La première, autour de 10 heures du matin s'est déclarée au sein du ministère des Finances, principalement dans le service Solde qui a vu ses dossiers et ordinateurs brûlés par le feu. Les sources contactées sur place évoquent un incendie d'origine électrique. Elles expliquent également que les états des salaires des fonctionnaires du mois de septembre sont partis en fumée.

Le deuxième incendie a eu lieu au domicile de l'homme d'affaires François Odzali, situé en face de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (Arpce).



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
GMP12	Audit et contrôle des contrats des marchés publics	5 jours	06 au 10 octobre 2014
MDP14	Maîtriser les approvisionnements et la gestion des contrats en management de projets	5 jours	06 au 10 octobre 2014
MDP03	Planification, budgétisation, exécution et contrôle de projet	5 jours	13 au 17 octobre 2014
GMP04	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialiste, Chef de projets, Chef de cellules de passation des marchés etc.	5 jours	20 au 24 octobre 2014
EP04	XXAssurer la fonction d'assistant (e) de direction	5 jours	27 au 31 octobre 2014

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91

E-mail : iprc@iprc-training.org

Site web : www.iprc-training.org

BP: 537 Brazzaville - République du Congo

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DE LA PROSPECTIVE

MINISTERE DU BUDGET ET DES
COMPTES PUBLICS



COMMUNIQUE

EMISSIONS DES OBLIGATIONS DU TRESOR ASSIMILABLES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE SUR LE MARCHE DES TITRES PUBLICS A SOUSCRIPTION LIBRE DE LA CEMAC AU TITRE DE L'ANNEE 2014

Dans le cadre de ses interventions sur le marché des titres publics à souscription libre de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) organisé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), l'Etat Gabonais prévoit d'émettre des obligations du Trésor assimilables (OTA) d'un montant maximum de 50 milliards de FCFA, pour ses besoins de financement. Cette opération a été autorisée par la loi de finances rectificatives 2014, adoptée par le Parlement à la fin du mois de juillet 2014.

La mobilisation de ces emprunts se fera, sur la période d'août à décembre 2014, à travers deux (2) émissions d'OTA, la première étant prévue pour le 24 septembre 2014.

Les ressources que l'Etat Gabonais entend lever sont destinées aux crédits de paiement des projets routiers du Schéma Directeur National d'Infrastructures (SDNI) 2012-2016 inscrits dans la loi de finances rectificatives de l'année 2014.

Les investisseurs institutionnels, les entreprises et les particuliers désirant acquérir les titres émis par la République Gabonaise sont invités à se rapprocher des établissements bancaires agréés en qualité de Spécialistes en Valeurs du Trésor de l'Etat Gabonais. Il s'agit de :

ETABLISSEMENT	ADRESSE
AFRILAND FIRST BANK	Place de l'Indépendance BP 11834 Yaoundé (Cameroun)
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU GABON	Avenue du Colonel Parant BP 2241 Libreville (Gabon)
BGFIBANK GABON	Boulevard de l'indépendance BP 2253 Libreville (Gabon)
CREDIT DU CONGO	B.P 2470 Brazzaville (Congo)
ECOBANK CAMEROUN	Boulevard de la Liberté BP 582 Douala (Cameroun)
ECOBANK CENTRAFRIQUE	Place de la République BP 910 Bangui (Centrafrique)
SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE AU CAMEROUN	Avenue Mgr Vogt BP 700 Yaoundé (Cameroun)
STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON	1143 Boulevard de la Liberté BP 1784 Douala (Cameroun)
UNION BANK OF CAMEROON LIMITED	Immeuble Kassap BP 15569 Douala (Cameroun)
UBA CAMEROON	Boulevard de la Liberté BP 2088 Douala (Cameroun)
UNION GABONAISE DE BANQUE	Avenue du Colonel Parant BP 315 Libreville (Gabon)

Fait à Libreville, le **26 AOUT 2014**

Le Ministre de l'Economie et de la Prospective


Christophe AKAGHA-MBA

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics


Christian MAGNAGNA



LÉKOUMOU

Zanaga à l'ère du numérique

En périphérie des festivités du 54^{ème} anniversaire de l'indépendance à Sibiti, dans le département de la Lékoumou, le collectif des Congolais de France a livré une salle municipale numérique à la localité de Zanaga. Un mois après la livraison, Jean-Claude Bakétikamio, chef dudit projet informatique, a accordé un entretien aux Dépêches de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Pouvez-vous nous décrire la salle municipale numérique de Zanaga ?

Jean-Claude Bakétikamio (JCB) :

Cette salle a vu le jour à l'occasion des festivités du 54^{ème} anniversaire de l'indépendance du Congo. Nous y avons placé 7 ordinateurs dont 4 ordinateurs de bureau et 2 ordinateurs portables fonctionnels, 1 unité centrale d'appoint pour la maintenance informatique, accompagnée des outils de réparation. Y figurent aussi 6 écrans plats, des claviers et souris, webcam et mini haut-parleur, matériel de maintenance informatique pour l'extraction et la sauvegarde des données, disque dur, clé USB, câble VGA de substitution et multiprise. Nous avons également fourni du matériel bureau-tique et multimédia comme des DVD et jeux interactifs, une imprimante avec rame de papier



Séance d'initiation informatique dans la salle numérique municipale de Zanaga Crédit photos : Pascale Piacka

et cartouche d'encre, des magazines informatiques pour la veille technologique et manuelle d'utilisateur, sans oublier des logiciels. Un vrai kit numérique digne de ce nom répondant aux normes européennes.

LDB : Quel est le degré d'appropriation par les Zanagais après la réalisation du projet numérique ?

JCB : D'emblée, il a suffi d'observer les visages radieux qu'arboraient les stagiaires ayant pu suivre une courte formation d'initiation à l'informatique pour

se convaincre de leur stupéfaction et de leur bonheur incommensurable ! Rendez-vous compte : « un Zanagais a pu rencontrer un membre de sa famille sur Facebook grâce à Internet » ! Facebook au fin fond de la Lékoumou, c'est quand même la « classe » ! Nous avons pu nous connecter à partir du modem fourni par la mairie. Pour certains, c'était leur toute première expérience de navigation sur Internet et donc de s'enregistrer sur des réseaux sociaux. Les Zanagais se sont impliqués dans ce projet

dans la mesure où certains ont eu la sensation de ne plus être coupés du monde et ça, c'est important ! D'autres pensent que ces ordinateurs vont révolutionner leurs méthodes de travail, pour ne parler que des élèves et professeurs qui ont accueilli ce projet comme un rêve enfin réalisé.

LDB : Le maire de Zanaga s'est impliqué dans le projet...

JCB : Oui ; l'administrateur maire de Zanaga, Silas Hortence Bouanga, a pris part à ce projet,

depuis sa conception en France jusqu'à sa réalisation. Elle a notamment contribué, sur place à Zanaga, à la logistique et à la mise à disposition de la salle multimédia que nous avons équipée. Dans son discours de clôture, elle a reconnu qu'à travers cet acte nous venions de réveiller l'appétit des populations de Zanaga à l'égard de l'outil informatique. Elle souhaite la pérennisation de cette collaboration avec la diaspora congolaise en France.

LDB : Comment envisagez-vous l'évolution de la salle municipale numérique ?

JCB : À l'instar de l'administrateur maire, nous souhaitons aussi la pérennisation de ce projet à travers les procédures de veille technologique que nous avons mises en place ainsi que l'assistance à distance. Nous continuerons à fournir en matériel et en conseils le centre multimédia. La formation des encadreurs est la clé de l'évolution puisqu'à leur tour ils devront encadrer les populations. Nous y travaillerons main dans la main. Le but recherché consiste à éveiller plus de vocations en ingénierie informatique, filière scientifique ou technologique.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

le mois du
sourire

Essengo ! Nsai !

Découvrez des
offres que tout le
monde aime

1 mois gratuit
d'assurance*

Parrainez

vos proches et faites
bénéficier d'un mois
gratuit supplémentaire

Valable du 01 Septembre
au 30 Novembre 2014

Avec vous de A à Z

Allianz 

SANTÉ

Le Congo examine sa riposte contre le VIH-sida et la tuberculose

L'atelier dialogue pays sur le sida et la tuberculose clôturé le 12 septembre à Brazzaville, a déterminé les besoins et les priorités de financement à présenter au Fonds mondial pour la réponse nationale à la tuberculose et au Vih-Sida de 2014 à 2018.

L'atelier a été ouvert par le directeur de cabinet du ministère de la Santé, Jean Philippe Ngakosso, et organisé en collaboration avec le Comité de coordination national (CCN) des projets financés par le Fonds mondial. Au cours de cette rencontre, les acteurs de la société civile, des organismes étatiques et certains partenaires ont travaillé sur une note conceptuelle à soumettre, le 15 avril 2015 au Fonds mondial de lutte contre le Vih-Sida, la tuberculose et le paludisme. En effet, dans le cadre de la lutte contre la tuberculose,

le Congo a obtenu l'approbation du conseil d'administration du Fonds mondial pour le financement d'une deuxième phase de la subvention (2013-2015) ainsi que le Vih-Sida pour (2014-2016). Les séminaristes ont présenté la situation épidémiologique et analysé la réponse au Vih et à la tuberculose ainsi que les principales orientations stratégiques pour les prochaines années. Cette session fera le point sur les étapes de financement pour la réponse nationale aux deux maladies. Ils ont également échangé sur les né-

cessités spécifiques ou communes aux deux maladies, aux exigences distinctives des populations et identifié les priorités de financement à soumettre au Fonds mondial. « *Le dialogue pays sur le sida et la tuberculose est un début du processus du nouveau modèle de financement du Fonds mondial qui se termine par un atelier national d'évaluation* », a rappelé Julien Makaya, président du Comité de coordination national (CCN) des projets financés par le Fonds mondial. Jean Philippe Ngakosso a appelé les acteurs à une meilleure collaboration pour préserver les acquis de la lutte contre les deux maladies et amplifier les initiatives de lutte.

Fortuné Ibara

GESTION DES DÉCHETS À BRAZZAVILLE

Le Pnud propose sa coopération à la mairie

Le sujet a été évoqué le 12 septembre à l'hôtel de ville, entre le maire de la ville de Brazzaville, Hugues Nguélonzé, et le représentant du Pnud au Congo, Anthony Kwaku Ohemeng-Boamah.

Les deux personnalités ont discuté du raffermissement de la coopération entre la mairie de Brazzaville et le Pnud avec comme point essentiel : la gestion des déchets solides sur l'ensemble du périmètre de la ville. « *La mairie a dans son champ d'actions des volets de développement comme le sys-*

tème des Nations unies », a indiqué Anthony Kwaku Ohemeng-Boamah. À Brazzaville, la responsabilité de la gestion des déchets repose en partie sur la mairie

« *La mairie a dans son champ d'actions des volets de développement comme le système des Nations unies* »,

qui fixe le cadre réglementaire, avec comme priorités la prévention, la valorisation et la réduction des impacts environnementaux et sanitaires. La gestion durable des déchets doit être perçue

non seulement comme une source de pollution à réduire mais également comme une ressource potentielle à exploiter. Le diplomate onusien a également réaffirmé

que dans le cadre du renforcement des capacités et de la rédaction des stratégies de développement, le Pnud travaille avec plusieurs institutions congolaises.

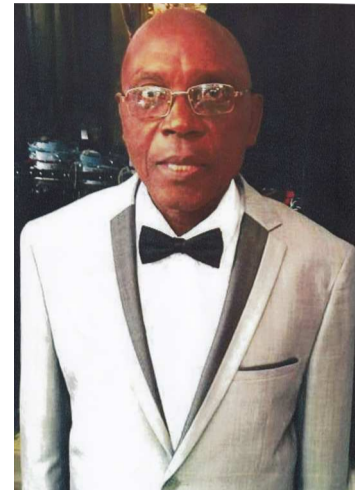
F.I.

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle LOUBAKI Gilbert.
Je désire adjoindre un second prénom : Rufin
Tous ceux qui ont un intérêt légitime peuvent faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

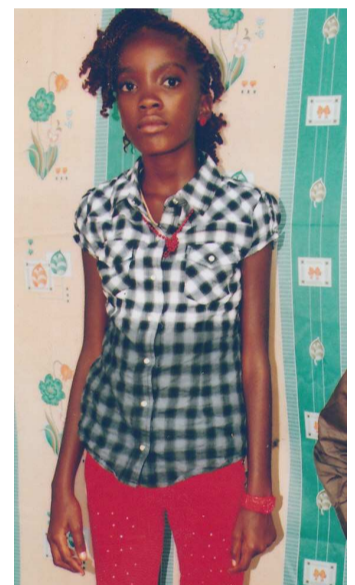
REMERCIEMENTS

Très touchés par les nombreuses marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de leur grand père, oncle frère et père le nommé Odineme Blaise, les familles Ongombe, Awe-meka et Odineme remercient sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages de réconfort et l'envoi de fleur se sont associées à leur peine.



IN MEMORIAM

14 septembre 2012 - 14 septembre 2014
Voici (deux) 2 ans déjà jour pour jour que nous a quitté notre chère fille bien aimée et adorée Itoua Eugie Marise "Mayih". En cette date anniversaire de sa disparition Itoua Michel et Eyengue Ida demandent à tous ceux l'ont connu et côtoyer d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire afin que son âme se repose en paix.



14 septembre 2007 - 14 septembre 2014

Voici sept (7) ans jour pour jour que le Seigneur a arraché à leur affection maman Bouanga Geneviève.

Les familles Elenga et Makosso prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour elle.



PROGRAMME DES OBSÈQUES HENRIETTE BOUMBA

Yvette Reine Nzaba, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les familles Bolonga Joseph et Mouanda Emile à Madingou, la famille Maboudi Michel à Loulombo, les familles Bounzi Adèle et Boussoukou Jean Pierre à Brazzaville ont la profonde douleur d'annoncer aux parents amis et connaissances le décès de leur fille, mère, sœur, tante et épouse Boumba Henriette survenue le samedi 06 septembre 2014 au Centre hospitalier de Makélékélé. La veillée funèbre se tient au N°68 de la rue Marie Bella, quartier Diata.

Le programme des obsèques se présente comme suit :
Mardi 16 septembre 2014
-8h30 Levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville
-10h Recueillement
-12h Messe de requiem
-14h Départ pour le cimetière Ma campagne
-16h Fin de la cérémonie



idhem

OFFRE DE PRESTATIONS

L'Institut de Développement de l'Homme, de l'Entreprise et de Management (IDHEM) renforce ses équipes pédagogiques et recrute des chargés de cours pour l'année académique 2014-2015.

Les filières de formation sont :

- Communication des Entreprises (CE),
- Banque et Micro Finance (BMF),
- Comptabilité et Gestion des Organisations (CGO),
- Management des Unités Commerciales (MUC),
- Gestion des Ressources Humaines (GRH),
- Secrétariat de Direction (SD),
- Assistant de Direction (AD).

N.B : Les candidats (es) intéressés (es) devront déposer au plus tard le 30 septembre 2014 à IDHEM ou par mail à idhem_congo@yahoo.fr, un dossier de candidature comprenant : -une lettre de motivation ; -une copie légalisée du dernier diplôme ; et -un Curriculum Vitae.

Seuls (es) les candidats (es) retenus (es) seront recontactés.
IDHEM est dans l'enceinte de l'Ecole des Chemins de Fer (ESSACC-GT) à Mpila près de SCLOG.

TEL : 06 652 63 27 / 05 545 69 55

WILLIAM BONGHO

« Mettre un accent particulier sur l'apport des Congolais de l'extérieur »

Incubateur de stratégies économiques concertées entre les institutions congolaises et les Congolais de l'extérieur, William Bongho effectue sa rentrée avec la volonté d'aboutir dans certaines réalisations selon les recommandations du colloque du 12 avril dernier à la Maison de la chimie à Paris. Les Dépêches de Brazzaville ont rencontré le président de Synergies et Développement de l'Afrique (SDA) de passage dans la capitale française.

L'homme est posé dans son élocution. « L'arrivée de SDA dans le paysage de la diaspora, il y a quatre ans, coïncide avec la volonté du chef de l'État d'aller vers les compatriotes qui vivent à l'étranger, confie William Bongho. Cette manne professionnelle foisonne de savoir-faire de tous ordres et de compétences obtenues fréquemment grâce aux bourses dont ils ont bénéficié. Aujourd'hui, le principe de mutualisation des efforts au développement a touché la conscience de la plupart des âmes de la diaspora. Ces personnes consentent volontairement à s'impliquer dans le processus de développe-

ment de leur pays d'origine », explique-t-il. Pour William Bongho, cette évolution des mentalités a permis d'enregistrer au sein de SDA, à travers la Délégation spéciale des professionnels de santé de la diaspora - DSPSD, plusieurs demandes d'intégration dans la fonction publique au Congo. Ainsi, Arsène Bikoué, le délégué spécial de DSPSD vient d'être nommé par le ministre de la Santé et de la population, directeur technique du Centre national de transfusion sanguine -CNTS. Grâce à un système participatif, plusieurs propositions en vue de l'amélioration du système de santé pour tous ont été élaborées entre les collaborateurs de l'extérieur et ceux exerçant au pays, apprend-on du président de SDA. Et de rajouter qu'outre le secteur de la santé, un Fonds d'investissement solidaire a été mis en place. « La structure est domiciliée à Pointe-Noire. Elle



William Bongho, président SDA

reées entre les collaborateurs de l'extérieur et ceux exerçant au pays, apprend-on du président de SDA. Et de rajouter qu'outre le secteur de la santé, un Fonds d'investissement solidaire a été mis en place. « La structure est domiciliée à Pointe-Noire. Elle

est destinée à soutenir et à accompagner les Congolais porteurs de projets viables à réaliser au Congo », explique-t-il. « Les préconisations issues des travaux du 12 avril sont judicieuses et concrètes. Elles ont emporté l'adhésion des

porteurs de projets et le soutien des institutions présentes, notamment du ministre des zones spéciales, des conseillers auprès de la présidence de la République, du directeur des impôts. Nous accompagnerons les porteurs de projets à forte valeur ajoutée ». Un voyage est prévu dans les zones économiques spéciales. Des atouts qui visent à renforcer l'accent sur l'apport des Congolais de l'extérieur.

« Pour tenir le cap, nous comptons sur la concertation entre les institutions, le département des Congolais de l'extérieur auprès du chef de l'État, SDA et la diaspora. Des normes et des cadres d'investissement adaptés doivent être établis. Il en va de l'équilibre à trouver entre la fin d'un cycle et le commencement d'une nouvelle ère du vivre ensemble au Congo », estime William Bongho

Marie Alfred Ngoma

COOPÉRATION

Le Cameroun envisage de créer un consulat général à Ouesso

La création d'un Consulat général dans ville de Ouesso, chef-lieu du département de la Sangha, permettra de contrôler les flux migratoires entre le Cameroun et cette partie du Congo qui hébergent des milliers de Camerounais.

La question figurait aux nombres des sujets abordés par le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphyrin Mboulou, et l'ambassadeur du Cameroun au Congo, Hamidou Komidor Njimoluh, le 11 septembre à Brazzaville. Même si la date n'est pas encore connue, les motivations de la création de ce consulat général s'expliqueraient du fait que la ville de Ouesso, en raison de sa proximité avec le Cameroun, accueille chaque jour plusieurs Camerounais qui viennent pour des raisons diverses. Le Consulat général viendrait comme pour régler le mouvement des personnes. Outre la création du consulat du Cameroun à Ouesso, Raymond Zéphyrin Mboulou et Hamidou Komidor Njimoluh ont également échangé leurs points de vues sur les projets communs entre les deux États. Au nombre de ceux connus, l'Université Inter-États, en construction à Ouesso et le jumelage des villes d'Owando dans le département de la Cuvette et la ville de Sangmélina au Cameroun. Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a également échangé avec son hôte sur les questions de sécurité dans la sous-région avec la menace que fait peser la secte Boko Haram à l'Est du Cameroun. « Ce qui arrive au Cameroun peut également arriver au Congo. Sur cette question, nous nous sommes convenus que la lutte contre le terrorisme doit préoccuper toute la sous-région », a déclaré l'ambassadeur du Cameroun au Congo.

Tiras Andang

SOUDAN DU SUD

Le CICR lance un appel de 19 millions de dollars pour couvrir des besoins humanitaires

En raison de la situation humanitaire désastreuse au Soudan du Sud, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) demande donc aux donateurs une rallonge budgétaire de 18 millions de francs suisses, soit environ 19 millions de dollars pour renforcer sa capacité à répondre aux besoins immenses du pays.

Le directeur des opérations du CICR pour l'Afrique de l'Est, Eric Marclay déplore que les journaux parlent de moins en moins de la tragédie dans ce pays qui touche 1,2 million de déplacés internes et 440.000 Sud-Soudanais réfugiés dans les pays voisins. « Malgré les autres crises qui sévissent aujourd'hui dans le monde, il ne faut pas oublier des tragédies moins médiatisées, comme celle du Soudan du Sud », a-t-il déclaré. « Il s'agit fondamentalement d'assurer la survie des 150.000 personnes qui seront servies. Nous avons prévu qu'ils ne seront pas en mesure de s'auto-suffire dans les mois à venir (...). Nous voulons faire en sorte que ceux-là au moins ne meurent pas de malnutrition », a ajouté Eric Marclay.

Le responsable de l'organisation internationale a insisté sur la nécessité de couvrir dans les meilleurs délais les besoins exprimés puisque des centaines de milliers de personnes déplacées vivent toujours dans des camps ou des hébergements provisoires, et

certaines d'entre elles sont dispersées dans des zones reculées, loin de tout service. « Le déplacement a perturbé jusqu'à leur capacité de survie, a précisé Marclay. Les habitants n'ont pas pu ensemencher leurs champs. Ils ont perdu leur

« Il s'agit fondamentalement d'assurer la survie des 150.000 personnes qui seront servies. Nous avons prévu qu'ils ne seront pas en mesure de s'auto-suffire dans les mois à venir (...). Nous voulons faire en sorte que ceux-là au moins ne meurent pas de malnutrition »

bétail. Ils manquent de matériel de pêche, de semences et d'outils. » Dans plusieurs régions du pays, le taux de malnutrition est élevé. Cette malnutrition est généralisée, en particulier chez les enfants. Elle va inévitablement s'aggraver puisque les vivres seront acheminés par air durant la saison des pluies qui doit durer jusqu'à la fin de l'année, dans une période marquée par une situation sécuritaire précaire. « Il est capital de continuer à aider la population et d'avoir une réponse


ferme et immédiate de la communauté des donateurs », a souligné Eric Marclay.

Avec ce financement additionnel, le budget annuel du CICR pour le Soudan du Sud - qui est déjà la deuxième plus vaste opération de l'institution, après la Syrie - sera porté à quelques 130 millions de francs suisses, soit environ 139 millions de dollars. Ces fonds devront servir principalement à nourrir 150 000 personnes jusqu'à la fin de l'année. De son côté l'Unicef

parle de 250 000 enfants qui souffrent de malnutrition aiguë au Soudan du Sud dont quelque 50.000 sont déjà en danger de mort faute de traitements appropriés.

La situation actuelle au Soudan du Sud est le résultat des combats qui ont éclaté entre le gouvernement sud-soudanais et les rebelles à la mi-décembre. Ce conflit inter-Sud-soudanais s'est soldé par au moins 10.000 morts et de nombreux blessés.


Nestor N'Gampoula




RESEAUX & TELECOMS

LE TELEPHONE DE BUREAU NOUVELLE GENERATION

EN LIGNE AVEC LE SUCCES : Poste OMNITOUCH 8082 My IC PHONE





- NE PERDEZ AUCUN APPEL DE VOS CLIENTS.
- AUGMENTEZ LA CROISSANCE DE VOTRE ACTIVITE.

- Ecran tactile de 7 pouces rétroéclairé
- Intelligence du Smartphone sur votre téléphone de bureau
- Personnalisation de la page d'accueil
- Carnet d'adresse, conférence, messagerie
- OMNITOUCH 8082, équipement SIP
- Combiné Bluetooth

Tel: 01 600 0000

Agence de Brazzaville

Tel: 01 600 0000

Agence de Pointe-Noire

CONTACTEZ NOUS DES AUDIOWEB

Crédit Vacances / Voyages

FANS DE DOSSIER GRATUITS



BGFIBank vous accompagne dans vos vacances dans vos voyages

Durée de remboursement : 12 mois.
Taux : 11%
Mise en place : 5 jours ouvrés (après accord)
 Assurances pour le remboursement de vos vols
 100% remboursés

Tel : +242 08 944 50 85/05 544 85 22
 +242 08 544 89 89/05 544 85 20
 Fax : +242 22 281 50 89/90
 Email : eadcongobgfi@bgfi.com
www.bgfi.com



Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

- ASSURANCE AUTOMOBILE
 - ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
 - ASSURANCE MALADIE
 - ASSURANCE VOYAGE
 - ASSURANCE TRANSPORT
 - ASSURANCE GLOBALE BANQUE
 - ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
 - ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
 - ASSURANCE INCENDIE
 - ASSURANCE MULTI RISQUES HABITATION
 - ASSURANCE SCOLAIRE
- ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU**
 Protégez votre entreprise dès maintenant!

le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

Acer Aspire E1-570

Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Acer Celeron (Couleur Rouge)
Acer Celeron (Couleur Grise)

Spécificités

- * Intel Celeron Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Acer Aspire V5-131

Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

Prix : **265.000** TTC

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse FONDERS, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
 Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratch-cg.com - Web: www.terratch-cg.com

BANGUI

Deux morts après une méésentente entre Anti-Balaka

L'après-midi du 11 septembre a été mouvementé à Combattant, dans le 8ème arrondissement de la ville de Bangui. Une méésentente entre les Anti-Balaka basés dans le secteur a fait 2 morts et mis en débandade les commerçants qui vendent au marché Combattant.

L'information est rapportée au Réseau des Journalistes des Droits de l'Homme (RJDH) par les témoins des faits qui ignorent encore tout de l'origine de cette méésentente.

Pour Cyril qui fait le transfert de sons, vidéos et musiques, tout est parti de la répartition d'une importante somme d'argent entre les Anti-Balaka : « Il y a une importante somme d'argent qui avait été prise sur un particulier. C'est au moment du partage de cet argent que les choses ont dégénéré. Il y a eu des coups de feu. Une grande panique s'est emparée de la foule des commerçants qui étaient aux abords de la route ». Gertrude reconnaît également le décès de deux personnes non encore identifiées. « Les gens ont perdu beaucoup de choses. Il y a deux morts dont l'identité n'est pas encore révélée », a relaté cette dernière avant de dire que les incidents de ce genre sont fréquents à Combattant surtout entre les Anti-Balaka.

Le 09 août dernier, une méésentente entre les Anti-Balaka civiles et les Anti-Balaka militaires a mis en ébullition, pendant plusieurs jours, les habitants de Boy-Rabe, quartier situé dans le 4^e arrondissement de Bangui.

BAMBARI

Une attaque des Peulhs armés aurait fait 14 morts au village Sindiyassi

Quatorze personnes auraient été tuées mardi 9 septembre par des Peulhs armés au village Sindiyassi, situé à 23 kilomètres de Bambari (centre) sur l'axe Bakala.

Une information rapportée par trois personnes qui ont pu fuir cette localité et qui ont réussi à rejoindre la ville de Bambari. D'après les témoignages de ces habitants, 20 Peulhs armés, appartenant à la coalition Séléka, ont fait irruption dans le village Sindiyassi. Ils ont demandé aux habitants de leur vendre du manioc. « Après avoir acheté le manioc, un autre groupe de ces hommes en armes a surgi. Ils ont pris les habitants en otage et ont tué 14 personnes. Parmi les victimes, il y a des femmes », a rapporté un des témoins.

Des maisons et des biens auraient été également incendiés. Joint par le RJDH, le chef d'État-major de la Séléka, Joseph Zoundéko dit ne pas être informé. Toutefois il promet réagir après avoir vérifié l'information.

Cet incident intervient deux jours après un affrontement qui a opposé les Peulhs armés aux Anti-Balaka dans la commune de Ngakobo, située à 60 kilomètres de la ville de Bambari. Huit personnes auraient été tuées lors de ce combat.

BOALI

Un accident de circulation a fait cinq morts et plusieurs blessés à Kassango

L'hôpital de Boali, ville située à 90 kilomètres de Bangui a enregistré cinq morts dont un bébé de neuf mois et une quinzaine de blessés, dans la nuit de jeudi à vendredi. Il s'agit des victimes d'un accident de circulation qui s'est produit sur la falaise de Kassango. Le véhicule est un conteneur en provenance de Garouamboulaye à destination de Bangui. Il transportait des sacs d'oignons, des bidons d'huile et plus d'une trentaine de passagers.

D'après les circonstances relatées par Zita Yadomba, une des passagers, le conducteur voulait dépasser un autre véhicule qui était dans le convoi, « alors qu'ils amorçaient le dernier tournant de cette falaise en pleine descente. Ce qui n'était pas possible et le camion déséquilibré par le chargement a fait des tonneaux avant de se renverser dans le fossé qui longe la falaise », a-t-elle expliqué.

Le médecin chef de l'hôpital de Boali qui a reçu les victimes a fait savoir que les blessés ont été évacués à l'Hôpital Communautaire de Bangui et que le bilan risque de s'alourdir car certaines victimes sont coincées sous le véhicule et qu'un autre blessé a été retrouvé tard dans la nuit.

Cet accident intervient une semaine après un autre qui s'est produit dans la ville de Boali, occasionnant des dégâts sur des poteaux électriques.

NGAKOBO

Ex-Séléka et Anti-Balaka favorables à la cessation des hostilités

Des négociations ont été ouvertes entre les Anti Balaka et les ex-Séléka dans la commune de Ngakobo à 60 kilomètres de Bambari (centre). Une activité initiée par l'ONG PARETO. À en croire le médiateur, Denis Kouyaté, les deux groupes sont favorables à la cessation des hostilités dans cette localité.

« J'ai réussi à rassembler les leaders des Anti-Balaka et ex-Séléka pour les négociations. Ils ont accepté le principe et nous avons engagé les négociations qui se sont soldées par la signature d'un accord qui demande aux parties en conflit de cesser les hostilités dans la commune et de poursuivre les pourparlers », a dit Denis Kouyaté.

Pour le médiateur, l'incident survenu au début de cette semaine a été provoqué par

des Anti-Balaka incontrôlés. « Il y a un peu partout des incontrôlés qui tentent toujours de remettre en cause le processus de dialogue. C'est comme cela que des Anti-Balaka incontrôlés ont tiré sur les archers, (appelation locale des Peulhs) ce qui a créé l'incident », a-t-il expliqué.

Denis Kouyaté a indiqué au RJDH que malgré les affrontements, le processus de réconciliation tient toujours. « Je suis arrivé à Bamba-

ri dans la nuit de mercredi. Les deux groupes sont toujours disposés à faire la paix, les négociations vont continuer », a précisé le médiateur qui a souligné que les habitants ont déjà commencé à regagner leurs domiciles. « Les gens qui ont quitté leurs maisons, les regagnent. J'en ai ramené quelques-uns dans ma voiture que j'ai aussi utilisée comme ambulance quand c'était encore chaud », a-t-il ajouté. Les affrontements entre ex-Séléka et Anti-Balaka ont été signalés dans la commune de Ngakobo le mardi dernier. Le bilan faisait état de neuf morts et plusieurs blessés.

PAOUA

Vers la relance des activités après plusieurs mois de conflits

Après plusieurs mois de conflits qui ont opposé des groupes armés dans la préfecture de l'Ouham-Péndé (nord), les habitants de la ville de Paoua ont perdu leurs biens. La cohésion sociale est remise en cause et les activités économiques paralysées.

Afin d'aider cette population à se relancer dans ses activités, l'ONG internationale Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) mène des activités dans différents domaines, en faveur de ces habitants.

Dans le domaine de la cohésion sociale, des activités ont été organisées afin de rassembler les habitants qui ont été divisés par des conflits. Des matchs de football sont organisés afin d'unir les jeunes des différentes communautés.

Julien Bénécide, chef du projet d'urgence au DRC montre dans quel contexte DRC aide ces populations. « C'est dans

le cadre d'un partenariat avec les pairs-éducateurs de la ville de Paoua que les activités sportives et culturelles ont été menées. Ceci afin de permettre aux bénéficiaires de se réconcilier et de se protéger mutuellement ».

Des questions de paix et de développement sont souvent débattues dans la Maison des jeunes, construite par cette structure humanitaire en plein centre-ville de Paoua. « À travers ce local, nous sensibilisons les jeunes à la paix et la cohésion sociale. Des vieux racontent des contes, une manière d'édu-

quer les jeunes », a dit Julien Bénécide.

De petites activités génératrices de revenus sont mises en place. Les bénéficiaires sont initiés à la pratique des tontines. Dans le domaine alimentaire, les cultivateurs ont reçu des semences. Pour protéger ces semences, les agriculteurs reçoivent des vivres distribués par l'ONG DRC.

« C'est de l'aide pour les populations qui ont été victimes des conflits, notamment par la réhabilitation des maisons, la construction des latrines, chloration des puits », a indiqué Julien Bénécide.

Paoua a été l'une des villes qui ont été durablement touchées par la crise qui a secoué la Centrafrique.

BOUAR

Un nouveau cas de braquage signalé sur l'axe Bouar-Baoro

Dans la nuit du 10 au 11 septembre, un véhicule de la société Gold Seal a été braqué par une bande armée non identifiée sur l'axe Baoro-Bouar (ouest). Une somme de 500 000 FCFA et les pièces d'identité du conducteur ont été emportées. Des passagers qui étaient à bord de ce véhicule ont été dépouillés de tous leurs biens.

Selon les faits relatés par le conducteur du véhicule, Junior Mosekokpo, l'incident s'est pro-

duit au village Kourssou, situé à 40 kilomètres de la ville de Bouar aux environs de 19 heures. « Ils m'ont d'abord interpellé avant d'emporter une somme de 500 000 FCFA y compris mes pièces d'identité. Même les passagers qui sont dans le véhicule ont été dépouillés de leurs biens », a-t-il dit.

Inquiets, les usagers de cette route lancent un appel aux éléments de la Miska et de la Sangaris de veiller davantage sur cet axe. « Comme ils le font mainte-

nant sur l'axe Bouar-Garouamboulaye, afin d'éviter le pire. Car c'est aussi grâce à l'arrivée de la Miska que ces malfrats ont quitté les lieux », a fait savoir un des passagers.

Ce cas intervient après plusieurs autres signalés sur l'axe Bouar-Garouamboulaye. Ce tronçon est maintenant sécurisé par les forces internationales présentes dans cette partie de la Centrafrique.

Réseau des journalistes des Droits de l'Homme

INDUSTRIE
ÉLECTRIQUE
ÉLECTRONIQUE
ÉNERGIES RENOUVELABLES
Du Maroc

MADE IN
MOROCCO

« Action Lumière » offre de nombreuses opportunités d'affaires pour les entrepreneurs africains.

Plus de 85 entreprises marocaines seront présentes pour partager leurs expériences et initier ou développer des relations commerciales et d'investissement avec vous.

Les secteurs représentés seront : l'industrie, électrique, électronique et énergies renouvelables.

Rejoignez la dynamique des échanges intra-africains. Participez à ces rencontres d'affaires et tirez profit de ces nouveaux courants d'échanges avec le Maroc.

ACTION LUMIERE POUR UN PARTENARIAT GAGNANT GAGNANT

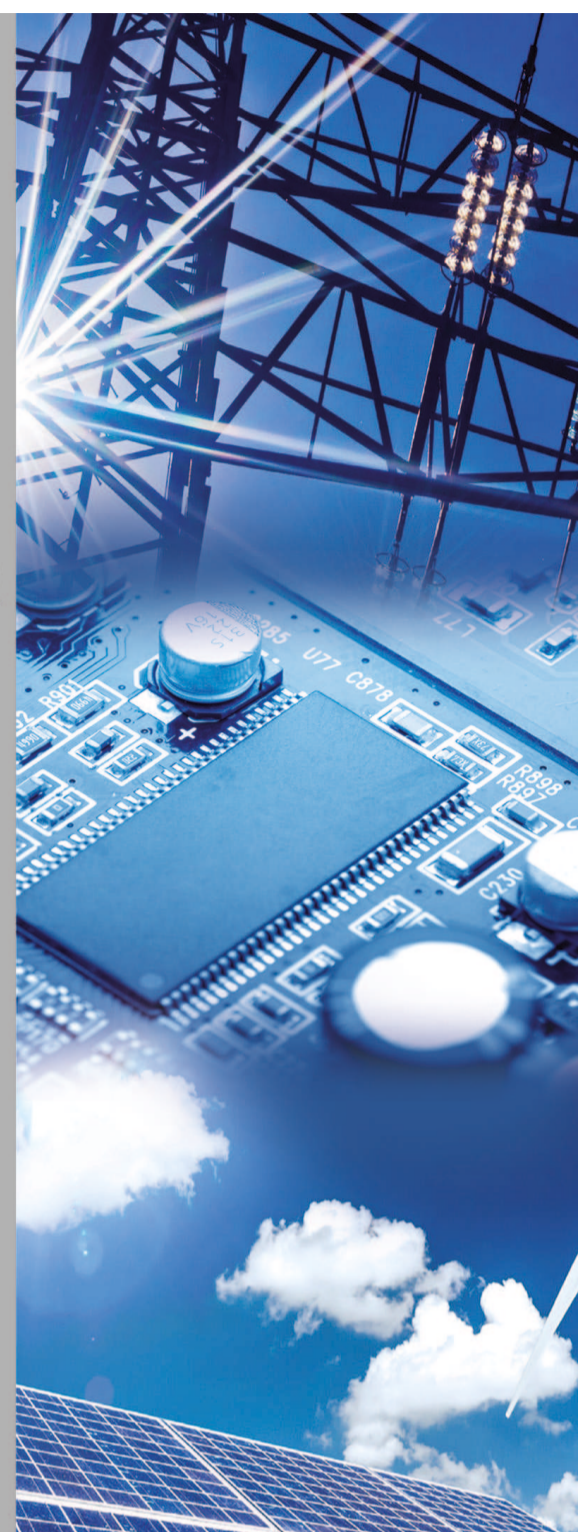


POUR PLUS D'INFORMATIONS, MERCI DE CONTACTER :

Mme. SAADANI
saadani@marocexport.gov.ma

M. GHAZI
ghazi@marocexport.gov.ma

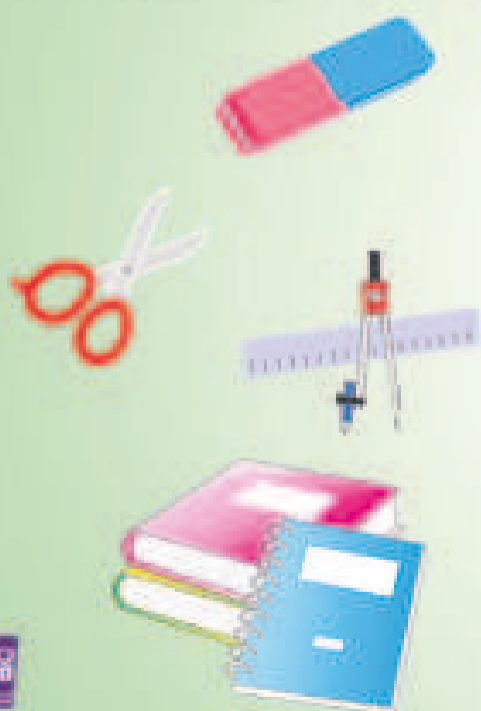
CONGO | 26
Brazzaville | SEPTEMBRE



Crédit Rentrée Scolaire

FRAIS DE DOSSIER GRATUITS

BGFIBank vous accompagne pour la rentrée scolaire



BGFIBank vous accompagne pour faire face aux dépenses de la rentrée scolaire.

Grâce à une offre de crédit diversifiée et personnalisée répondant précisément à vos besoins, vous pourrez acheter les fournitures scolaires, les vêtements, divers équipements ou financer les études de vos enfants.

Une rentrée scolaire sans encombre. C'est possible avec BGFIBank.

Selon vos besoins, obtenez entre **200 000** et **2 000 000 F CFA** au taux préférentiel de **11%** remboursables sur **10 Mois** et disposez des fonds dans un délai d'une semaine.

L'offre valable du 25 Août au 28 Octobre 2011

Pour plus d'informations, votre Chargé de Relations Clientèle et toute l'équipe commerciale se servent à votre disposition.



Service Ecoute Client
Tél : +242 09 544 88 88 / 09 544 88 88
Fax : +242 09 544 88 88 / 09 544 88 88
Email : serviceclient@bgfi.com
www.bgfi.com


BGFI Bank
Votre partenaire financier



Masolo Ya Banninga

entre airtel et Warid

Nouveaux forfaits Appels+SMS+Internet

Active ton forfait et appelle tous tes amis de airtel et Warid à partir de 100 FCFA seulement.

1- Forfaits journaliers

Forfait FCFA	Minutes	SMS	Internet Mo	Souscription	Validité
100	2	2	2	Composer *170*1*1#	1 jour
300	6	10	10	Composer *170*1*1*2#	1 jour
500	12	20	20	Composer *170*1*1*3#	1 jour
1 000	30	50	50	Composer *170*1*1*4#	1 jour

2- Forfaits Week-end

Forfait FCFA	Minutes	SMS	Internet Mo	Souscription	Validité
300	30	30	30	Composer *170*1*3*1#	1 jour
500	80	30	30	Composer *170*1*3*2#	1 jour



Pour activer,
compose ***170*1#**

Pour plus d'infos,
appelle le 141 (Airtel)
et 123 (Warid)



AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 21/MEFPPI-CAB/PRCTG/14

« Recrutement de trois (03) Développeurs JAVA/JEE et d'un (01) Administrateur de base de données Oracle locaux pour l'appui technique à l'Office Congolais d'Informatique (OCI) pour le développement du Système Intégré des Dépenses et des Recettes de l'Etat (SIDERE)

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit (Crédit n° 5063-CG) du Projet de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit crédit pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement de trois (03) Développeurs JAVA/JEE et d'un (01) Administrateur de base de données Oracle locaux pour l'appui technique à l'Office Congolais d'Informatique (OCI) pour le développement du Système Intégré des Dépenses et des Recettes de l'Etat (SIDERE). Il s'agit de :

(i)-un Développeur JAVA/JEE local pour l'implémentation des interfaces logicielles entre le SIDERE et le Système de traitements Automatisés de la fiscalité (SYSTAF);

(ii)-un Développeur JAVA/JEE local l'appui technique à l'Office Congolais d'Informatique (OCI) pour l'implémentation des interfaces logicielles entre le système intégré des dépenses et des recettes de l'Etat (SIDERE) et le système douanier automatisé (SYDONIA);

(iii)-un Développeur JAVA/JEE local pour l'implémentation des interfaces logicielles entre le SIDERE et le système de gros montants automatisés (SYGMA);

(iv)-un Administrateur de base de données Oracle local devant appuyer techniquement l'équipe du projet SIDERE.

2. L'objectif de ces recrutements est de participer au développement des applications JAVA/JEE pour l'implémentation des interfaces logicielles de SIDERE. La durée de la mission de ces développeurs est de six (06) mois renouvelables après une évaluation jugée satisfaisante.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des CV incluant les informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

- les copies des diplômes ;
- le CV illustrant les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication de références techniques vérifiables en matière de missions similaires (liste des précédents clients pour ce type de mission : année, coût de la mission, nom et adresse complète du représentant du client et résultats obtenus) ;
- l'adresse complète du consultant (localisation, personne à contacter, BP, Téléphone, Fax, Courriel).

Profil des Candidats:

- Pour SYSTAF, SYDONIA et SYGMA
- être titulaire d'un diplôme d'enseignement

supérieur (BAC + 3) au moins dans le domaine informatique ;

- avoir une expérience professionnelle d'au moins trois (3) ans dans la spécialité de développement des logiciels ;
- bonne connaissance des technologies Java / Java EE (RMI, EJB, CDI, JPA, JAAS, JMS, JNDI, JMS), de l'architecture MVC, de l'architecture d'un serveur Java EE, des standards du web2, des méthodes Agiles et du Processus Unifié, UML2 et des AGLs (Entreprise architecte, Visual paradigme), Java et de l'approche objet, HTML et des feuilles de style, des web services et du langage XML ;
- bonne connaissance des Framework JSF2 (Prime faces de préférence), SPRING.

Pour l'administrateur de base de données oracle

- être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (BAC + 3 au moins) dans le domaine informatique ;
- avoir une expérience professionnelle de deux (2) ans dans l'administration des bases de données oracle ;
- Maitrise de l'outil d'administration TOAD pour oracle ;
- maîtrise de l'outil Entreprise Architecte (Outil de modélisation) ;
- maîtrise de l'outil Oracle Designer ;
- avoir des compétences dans les systèmes d'exploitation Unix/Linux et Microsoft ;
- avoir un bon niveau de connaissance en SQL et en oracle ;
- avoir des connaissances en PL/SQL.

4. Sur cette base, un Consultant individuel sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la comparaison des CV.

5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires (Termes de référence notamment), à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le mardi 30 septembre 2014:

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
UNITE D'EXECUTION DU PROJET
SECTION PASSATION DES MARCHES
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo
Derrière le Commissariat Central
Courriel : prctg@yahoo.fr

Brazzaville, le 09 Septembre 2014

Le Coordonnateur

Marie Alphonse ITOUA

AMBASSADE DES ETATS-UNIS, BRAZZAVILLE NUMERO D'ANNONCE : 010/2014

**OFFRE D'EMPLOI pour le poste de: Spécialiste en Budget et Finances
Grade du Poste : FSN-10 (Grille salariale des employés
locaux de l'Ambassade des Etats-Unis)**

DATE D'OUVERTURE: mardi 02 septembre 2014; DATE DE CLOTURE: mardi 16 septembre 2014

Nature du contrat : Contrat à Durée indéterminée (CDI), après la période probatoire (période d'essai).

L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche un individu ayant un diplôme Universitaire (licence ou équivalent) en administration ou gestion financière ; un très bon niveau de la langue anglaise ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler dans le département des finances. Principalement en charge du budget et des finances, l'intéressé (ée) aura entre autres tâches: de formuler et de développer les éléments de budget d'une année fiscale à une autre, de rédiger les rapports financiers et de veiller à l'utilisation rationnelle des fonds alloués aux différentes sous-sections, selon des chapitres bien précis. L'intéressera supervisera également le travail de l'auditeur des pièces comptables ainsi que celui du comptable. L'intéressé (ée) exécutera également d'autres tâches sur instructions de son superviseur. Un test est prévu, pour les candidats qui seront présélectionnés. Les candidats dont les dossiers ne seront pas retenus pour ce test ne seront pas contactés.

Les candidatures féminines ainsi que celles des personnes vivant avec handicap sont fortement encouragées.

Pour postuler, prière de visiter notre site internet:

<http://brazzaville.usembassy.gov/job-opportunities.html>.

Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants: 06-612-2073 / 06-612-2133 / 06-612-2143 / 06-612-2109

Par courrier électronique (E-mail) à l'adresse suivante : BrazzavilleHR@state.gov

Veillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.

N.B : LES DOSSIERS DEVRONT ETRE COMPLETS, LES DOSSIERS INCOMPLETS NE SERONT PAS ACCEPTES ET SERONT DONC REJETES.

Merci de votre intérêt et Bonne chance!

CONSEIMMO et ACDES CONSULTING

UNE FORMATION SPECIALE QUI CHANGE VOTRE VIE

- . Jeunes, adultes, vieux,
- . Diplômés, non Diplômés,
- . Vous savez lire et écrire.

Des experts en managements vous informent en situation réelle et pratique de management, de développement Humain, d'E-Business et de création des petites et Moyennes Activités Lucratives (PMAL)

La formation est individuelle

Début de la formation : Lundi 08 Septembre 2014

Durée de la formation : 07 mois

Objectif : À la fin de la formation, l'apprenant devra être propriétaire d'une PMAL

Inscrivez-vous /

Pour tous renseignements, contactez-nous à l'adresse suivante

CONSEIMMO

Face Cercle Culturel Sony Labou Tansi,

La Glacière, Baongo Brazzaville

Contact : 06 658 90 60

INFRASTRUCTURES

Des maisons de la culture dans l'ensemble des départements du Congo

Le souhait de construire et d'équiper ces maisons a été exprimé le 12 septembre par l'investisseur chinois, Huang Xin, au cours de l'audience que lui a été accordée le ministre de la Culture et des arts, Jean Claude Gakosso.

Les maisons de la culture que le gouvernement de la République du Congo entend construire et équiper progressivement dans tous les départements de l'intérieur du pays, conformément au projet du chef de l'État, sont un nouvel outil de mise en œuvre de la politique culturelle du Congo. Ces structures seront d'un réel apport pour l'amorce d'une dynamique d'animation de la vie culturelle au niveau des départements qui enregistrent, à l'instar de Brazzaville où sera construite une Cité de la culture, un déficit en matière de salles de spectacles susceptibles d'abriter les grandes manifestations d'intérêt culturel, artistique et scientifique. C'est dans cette optique que ce projet préconise la construction et l'équipement des maisons de la culture dans tous les chefs-lieux des 11 départements de l'intérieur du pays. Ce projet se réalisera en trois

phases : l'acquisition du plan architectural et des espaces fonciers ; la construction des maisons de la culture dans les onze départements de l'intérieur du pays et enfin l'équipement des maisons de la culture. À la fin, on peut espérer voir le secteur culturel doté des infrastructures de base ; l'action culturelle congolaise décentralisée ; l'accès d'un large public aux différentes formes d'art assuré ; la diffusion des œuvres artistiques assurée et l'éclosion des artistes en herbe favorisée.

Ce projet très ambitieux a intéressé la société China Friendship development Engineering design et consultation corporation (FDDC) qui est une société chinoise entièrement d'État, travaillant spécialement dans les projets à l'assistance accordés par le gouvernement chinois à l'étranger. « Le ministre a apprécié notre proposi-



Le ministre de la culture et des arts s'entretenant avec les investisseurs chinois / photo adiac

tion et pense que c'est une bonne chose pour le Congo et le peuple congolais afin de faciliter le développement culturel au Congo. Dès que le gouvernement adoptera le projet, nous démarrerons avec la construction. Je crois que ça devrait aller vite », a déclaré Huang Xin à sa sortie d'audience.

Des maisons aux caractéristiques d'une architecture moderne

L'architecture moderne des maisons de la culture qui seront implantées dans tous les onze départements de l'intérieur du pays doit présenter les caractéristiques suivantes : un bloc administratif ; le bureau du directeur ; le secrétariat ; les bureaux des chefs de services et leurs collaborateurs ; une salle de réunions ; les sanitaires.

Le bloc technique comprendra une salle polyvalente (sous forme d'amphi théâtre) d'envi-

ron 1.200 places réservée aux spectacles de musiques, de danses, de cinéma, de théâtre, aux conférences et autres activités d'intérêt culturel, artistique et scientifique ; une régie ; deux médiathèques dont l'une pour adultes et l'autre pour enfants (qui seront en même temps des salles de lecture silencieuse) ; une salle informatique destinée au stockage des logiciels, des ordinateurs, à l'apprentissage de l'outil informatique et d'accès à l'internet ; une salle d'exposition permanente d'objets d'arts, en vue de leur promotion sur les marchés local, national et international ; une loge attenante à la salle des spectacles ; une salle de dépôt du matériel technique (magasin) ; une salle de maintenance ; une salle de répétitions avec un auditorium de 50 places ; un hall d'accueil et de pré-exposition ; une galerie ; un bloc sanitaire.

Alors que l'environnement comprend, une grande cour (avec estrade) susceptible d'activités diverses, et des espaces verts ; un restaurant ; des paillotes ; des sanitaires.

Bruno Okokana

OFIS TRAINING Center

Le seul Centre Cisco Learning Partner en Afrique Centrale

CCNA - Coaching de préparation Examen 200-120

Les points abordés

- Operation of IP Data Networks
- LAN Switching Technologies
- IP addressing (IPv4 / IPv6)
- IP Routing Technologies
- IP Services
- Network Device Security
- Troubleshooting

Les plus :

- Evaluations de niveau
- Examen blanc dans les conditions réel
- Documents et outils de préparation remis à chaque Candidat

Durée	Date	Lieu
3 jours	du 22 au 26 Septembre 2014	OFIS Pointe-Noire

1 200 000 FCFA

Implementing Cisco IP Routing (CCNP - ROUTE)

Les points abordés

- Planification des services de routage
- Mettre en œuvre une solution basée sur EIGRP
- Mettre en œuvre un réseau multi-aire basé sur une solution OSPF
- Mise en œuvre de la redistribution en IPv4
- Mettre en œuvre le contrôle de chemin
- Connexion d'un réseau d'entreprise vers un réseau ISP

Durée	Date	Lieu
3 jours	du 22 au 26 Septembre 2014	OFIS Pointe-Noire

1 000 000 FCFA

Mettre en œuvre Cisco MPLS V2.3

Les points abordés

- Présentation des concepts MPLS
- Affectation et distribution des labels MPLS
- Implémentation de MPLS en mode paquet et en mode cellule sur l'IOS
- Technologie MPLS VPN
- Implémentation de MPLS VPN sur l'IOS
- Caractéristiques avancées de MPLS-VPN
- Accès Internet depuis un VPN

Durée	Date	Lieu
3 jours	du 27 Septembre au 03 Octobre 2014	OFIS Pointe-Noire

1 500 000 FCFA

Tel: 06 600 0000
infos@ofis-atc.com

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

Ensemble, améliorons votre performance!

AMC Telecom



Internet à partir de **9.000 FCFA**

Avec **mobi** de AMC Télécom

Nouveaux Produits

Nouvelles Satisfactions



Brazzaville: Av. Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, Rép. du Congo
Pointe-Noire: Av. Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), Rép. du Congo
Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
Courriel : support@amc-telecom.com - Web : www.amc-telecom.com

CHRONIQUE

Le Festival Africafismes

La 4^e édition de ce Festival se tiendra les 14, 16, 17, 18, 19 et 20 septembre prochains à Fismes, une commune française située dans le département de la Marne et la région Champagne-Ardenne en France. En effet, tous les deux ans, l'association Lez'Arts d'Aisne, la MJC et la mairie de Fismes souhaitent apporter à un public de plus en plus nombreux, un moment convivial sous les platanes, transformés pour la circonstance en « arbres à palabres », à l'africaine à travers les expressions artistiques, les rencontres et la gastronomie. L'on recherche par ce moyen de communication à sensibiliser plus large et à contribuer de manière significative à faire disparaître les préjugés.

Au programme, un tableau concert, « Le Triomphe de la Mort » de Pieter Bruegel. Il s'agit, ici, d'un spectacle d'une heure associant musique et histoire de l'art, une œuvre universelle, inspiratrice, riche, autant par sa mise en scène panoramique que par la force des détails. Le batteur percussionniste et danseur, Christian Levry, qui accompagne plusieurs groupes et se promène aisément dans tous les styles, du jazz métissé au rock, en passant par le reggae... animera un atelier de percussion et de danse, tandis que l'architecte Yannick Champain, formé à la conception bioclimatique et à l'architecture organique (école d'architecture de Paris La Villette) ainsi qu'à la restauration du patrimoine, médaillé pour la restauration personnelle de l'ancienne église St Waast de la Ferté-Milon, dirigera pour sa part un atelier de construction de mur et de maquette d'habitation en pisé. Madame Bois-Guillou tiendra une conférence sur « Le Rôle des Africains dans la guerre 14/18 » et l'école primaire sera mise à l'heure des contes africains par le conteur Ladji Diallo.

Le festival sera aussi mis à contribution pour la projection du film *La dette* (1h50) qui sera suivie d'une conférence « tirailleurs sénégalais » par Bernard Derty. Cette séance qui sera réservée en priorité aux collégiens. Il est aussi prévu à l'attention du tout public, un One Woman Show d'une heure par la talentueuse Shirley Souagnon à la MJC et au Collège. Shirley Souagnon partagera ses réflexions sur la société à deux vitesses avec une énergie et des mimiques dont elle détient seule le secret. Révélation féminine de l'humour de Jamel Debbouze, égérie de Franck Dubosc à l'Olympia après des passages remarquables dans « On n'demande qu'à en rire » de Laurent Ruquier sur France 2, on peut dire, sans risque de se tromper, que son spectacle vaut amplement le détour.

Autres moments privilégiés, le stand associatif «Les MAMAS», les fameuses marionnettes qui déambuleront sur le marché de Fismes à la MJC ; l'Ouverture d'une exposition photo de Michel Claret et l'exposition des travaux du plasticien Jean Bigot, sans oublier le mini stage de danse sur scène de coupé décalé par Moussa Camara ou même la Conférence de Marc Michel sur « L'Africain et la guerre ».

Fismes, c'est aussi des stages de danse africaine, de percussions par Oumar Ouattara et Adama Diarra, et un grand concert du griot Mory Kanté qui sera suivi d'une fusion, Ba Banga Nyeck et Cheick Amadou Tidiane Seck et du Ballet d'Irène Tassebeddo.

Africafismes, tout compte fait, c'est résolument un billet gratuit pour l'Afrique sans se déplacer plus loin que dans la Marne à Fismes.

Ferréol Constant Patrick Gassackys

FESTIVAL «FEUX DE BRAZZA»

Le bilan de la cinquième édition jugé positif

Le promoteur du festival populaire et international des musiques traditionnelles Feux de Brazza, Hugues Gervais Ondaye, a réuni la presse et les chefs de quartiers de Mfilou, le vendredi 12 septembre. Il a présenté le bilan de la cinquième édition qui s'est tenue du 2 au 8 août 2014 dans le 7^e arrondissement de Brazzaville.



Le directeur de feux de Brazza entouré de ses collaborateurs

Hugues Gervais Ondaye a reconnu que dans l'ensemble les activités de feux de Brazza ont été satisfaisantes du point de vue organisationnel, festif et sécuritaire. Cependant, il a noté quelques faiblesses et manquements du côté de la logistique. Il a salué le comportement et l'engouement des populations de Mfilou.

Toutes les activités prévues ont été exécutées. Il s'agit par exemple : des formations à l'endroit des directeurs des festivals et des enfants de 18 ans pour l'apprentissage de l'instrument de musique traditionnelle, la sanza ; du colloque scienti-

fique organisé par le Centre International de Recherche et de Documentation sur les traditions et les langues africaines (Cerdotola) auquel ont pris part dix-huit professeurs agrégés venus des universités d'Afrique ; des prestations musicales proprement dites avec à la clé 45 groupes traditionnels congolais et africain. Pour évoquer les chiffres, cette activité a drainé seize mille personnes le premier jour, soit au moins 8 à neuf mille spectateurs par jour alors que 12 mille personnes ont pu assister à la clôture. Une mobilisation jamais vue de toutes les éditions de feux

de Brazza comme l'a reconnu le directeur de feux de Brazza Hugues Gervais Ondaye.

Quelles perspectives?

La cinquième édition feux de Brazza a aussi connu des avancées, notamment le renforcement du caractère populaire et l'adhésion de la jeunesse considérée comme la cible principale dudit festival. Par la même occasion, Hugues Gervais Ondaye a présenté les perspectives en vue de l'édition prochaine. En effet, le festival compte renforcer son rayonnement par la signature des partenariats avec les institutions et autres festivals. Le premier protocole d'accord sera signé dans quelques semaines avec l'association du festival du Nigéria. Les conférenciers ont signalé la signature d'un protocole d'accord dans les prochains mois avec la Corée et l'Allemagne.

Hugues Gervais Ondaye a également annoncé au cours de cette rencontre, la célébration des 10 ans de feux de Brazza en 2015. Le site de feux de Brazza et son nouveau logo seront présentés dans les prochains mois. Le directeur de feux de Brazza a fait savoir qu'ils ont la mission de produire les groupes. À cet effet, pour les années 2014-2016, deux groupes seront produits : TH Musica et Bana Batéké. Le directeur de feux de Brazza a remercié tous ceux qui ont porté main forte en vue de la réussite de ce festival.

Rosalie Bindika

KINKALA/POOL

Fin de la 3^e édition de la colonie des vacances

Tenu du 7 au 12 septembre sur le thème : « vivre dans la dignité la paix et à l'abri du besoin pour une jeunesse épanouie », cette édition avait réuni 114 jeunes, venus de Kinkala, Mindouli, Boko, Mayama et Kindamba. Pour leur permettre d'affronter la prochaine année scolaire, le système des Nations unies a remis à chacun un kit scolaire.

Durant leur séjour à Kinkala, dans le Pool, ces jeunes étaient réunis autour des activités telles le sport, les marches et les causeries-débat sur la prévention au VIH/Sida et les grossesses précoces. D'autres sujets abordés portaient sur l'hygiène et l'assainissement, le tabagisme, la question de genre ou les violences sexuelles. Cette 3^e édition a été organisée par le système des Nations unies en partenariat avec le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique. Le ministre Anatole

Collinet Makosso a rappelé aux jeunes l'importance de cette rencontre avant d'inviter les partenaires publics et privés à accompagner le gouvernement à promouvoir le leadership local.

De son côté, le coordonnateur résidant du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Congo, Antony Ohemeng Boamah, a promis accompagner le gouvernement congolais dans sa marche vers le développement et l'épanouissement socio-économique de sa population.

« La paix et le développement sont interdépendants. Euvrer ensemble avec les jeunes pour leur transmettre nos connaissances et partager avec eux nos expériences, est un aspect crucial du processus de développement et de son corollaire la paix », a-t-il indiqué. Notons que cette activité s'inscrit dans le cadre de la 3^e composante axée sur la consolidation de la paix, du programme conjoint des Nations unies pour la prévention des conflits et la sécurité humaine en République du Congo. En dehors du Pnud, l'Oms, la Fao, le Fnuap et l'Unicef étaient également représentés tout comme il a été noté la présence des autorités locales.

Lopelle Mboussa Gassia

VIE DE PARTIS

L'UDPS d'accord pour la tenue d'un dialogue politique

Le parti d'Étienne Tshisekedi soutient des pourparlers tels que prévus dans l'accord d'Addis-Abeba, signé en Éthiopie pour la stabilité de la RDC et de la sous-région des Grands lacs.

Dans la déclaration qui avait sanctionné la matinée politique tenue le 11 septembre, les présidents fédéraux de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) pour la ville-province de Kinshasa ont exprimé leur accord pour la tenue d'un dialogue politique dans le pays. Cette formation politique estime que ces assises prévues par l'accord-cadre d'Addis-Abeba permettront la mise en train de la résolution 2098 du Conseil de sécurité de Nations unies, « afin de mettre un terme à la crise de légitimité qui prévaut dans le pays, suite au hold-up électoral de



Les cadres de l'UDPS, lors de la matinée politique

Lucien Dianzenza

novembre 2011 ». Ces présidents fédéraux ont également réitéré, au nom de leurs fédérations respectives, leur « soutien inconditionnel et indéfectible » au président de leur parti, le Dr Étienne Tshisekedi wa Mulumba, avant d'affirmé leur engagement à collaborer avec le secrétaire général de cette formation politique, Bruno Mavungu Puati, et toute l'équipe de la présidence du parti, « dans le respect des statuts et règlement intérieur ». Cette rencontre avec la base a également été l'occasion pour ces dirigeants de lancer un appel au peuple et, plus particulièrement, à celui de Kinshasa pour la participation massive à la marche des forces politiques et sociales, prévue le matin du 13 septembre au départ de la Gare centrale.

FORUM ALLEMAGNE-AFRIQUE

La RDC représentée par Matata Ponyo

Cette rencontre de haute portée constitue une occasion pour le gouvernement germanique de dévoiler sa vision pour le continent africain.

Le forum qui a ouvert ses portes, le 11 septembre, permet donc au Premier ministre de la RDC, Augustin Matata Ponyo, d'expliquer aux partenaires allemands les performances réalisées par son pays, étant donné qu'il y participe en tant qu'intervenant principal. Organisé par le ministère germanique

der diplomatique de la Chancelière Angela Merkel. Les discussions ont tourné autour des questions bilatérales entre les deux capitales et dont les domaines d'intervention restent à définir. Néanmoins, les deux pays travaillent étroitement pour qu'un partenariat se structure et se mette rapidement en place.

Sous la pluie, le chef du gouvernement congolais s'est rendu au Parlement allemand où il a eu une séance de travail fructueuse avec les membres du groupe d'amitié interparlementaires pour les relations avec les États de la



Augustin Matata Ponyo à Berlin

de la Coopération sur les relations économiques entre le gouvernement allemand et le continent noir, cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'un dialogue sur la vision allemande pour le développement de l'Afrique.

« Nous avons été invité par le gouvernement allemand qui a pensé utile, compte tenu des progrès économiques que réalise aujourd'hui la RDC, que le Premier ministre de la RDC pouvait apporter sa contribution dans la réalisation des objectifs de ce forum », a déclaré Matata Ponyo lorsqu'il a foulé le sol de la capitale allemande.

À la chancellerie de l'Allemagne, le patron de la primature congolaise a rencontré Christoph Heusgen, conseil-

Sadc, une organisation sous régionale dont fait partie la RDC. Au sortir de cette séance de travail, le Premier ministre s'est exprimé en ces termes : « ... il voulait donc discuter avec nous sur l'ensemble des questions qui touchent à tous les aspects de l'économie, du sociale, de la sécurité, de la paix ». À en croire Matata Ponyo, ces parlementaires ont été globalement satisfaits des réponses qu'il leur a apportées au regard des performances économiques réalisées par la RDC. Il cite le taux de croissance de 8 à 9%, un taux d'inflation de 1% ainsi que des progrès enregistrés dans les domaines de la santé, de l'éducation, des infrastructures, etc.

Gypsie Oïssa Tambue

JUSTICE

Jean-Bertrand Ewanga condamné à douze mois de prison ferme

Pour les activistes des droits de l'Homme et pour tous ceux qui se disent encore démocrates, ce verdict est une totale déception.

Le procès Ewanga vient enfin de connaître son dénouement à la suite du verdict prononcé dans la soirée du 11 septembre par la Cour suprême de justice. Le secrétaire général de l'Union pour la Nation (UNC) s'en tire avec une année de prison ferme. Une sentence qui n'aura surpris outre mesure les membres de son parti qui, quarante heures avant, avaient dénoncé, par la voix de leur président Vital Kamerhe, le caractère politique ayant émaillé ce qu'ils considèrent comme une parodie de justice. Lui-même le concerné n'avait manifesté aucun signe de regret à la lecture du verdict, preuve qu'il s'attendait quelque peu au sort qui allait lui être réservé. Si l'accusation d'incitation à la haine tribale n'a pas été retenue, celle relative à « l'offense au chef de l'État mais aussi au président du Sénat, de l'Assemblée nationale et du Premier ministre » aura essentiellement motivé ce jugement prononcé sur fond d'agitation par une Cour protégée par la police dans une salle quasi vide. Du côté de la défense, c'est la déception quant à la manière dont ce procès avait été négocié. Les avocats de Jean-Bertrand Ewanga continuent, en effet, de soutenir qu'à aucun moment leur client n'avait insulté le chef de l'État, ni tenu des propos discourtois à son endroit lors du meeting de l'opposition du 4 août dernier à la place Sainte-Thérèse à



Jean-Bertrand Ewanga

Ndjili. Le secrétaire général de l'UNC aurait, à l'entendement de ses avocats, fait son travail d'opposant en critiquant vertement l'action du gouvernement dont il a évalué l'impact en termes d'amélioration du vécu quotidien de la population, sans jamais verser dans l'injure facile. En plus de cela, font-ils remarquer, il n'existe aucune infraction qualifiée d'offense au chef de l'État dans notre Code pénal.

Pour rappel, c'est le 5 août que le député Ewanga avait été arrêté après le meeting tenu la veille à la place Sainte-Thérèse par les forces politiques de l'opposition. Il avait été arrêté, puis placé en résidence surveillée et présenté en procédure de flagrance devant la Cour suprême de justice pour être entendu sur les griefs d'offense au chef de l'État et de discrimination raciale et tribale.

Alain Diasso

AFFAIRE JEAN BERTRAND EWANGA

La France réagit au verdict de la Cour suprême

« Cette décision ne va pas dans le sens d'un débat démocratique ouvert, alors que la République démocratique du Congo s'appête à entrer dans un nouveau cycle électoral ». Telle est la réaction du gouvernement français, le 12 septembre, en rapport avec le verdict rendu par la Cour suprême de justice ayant sanctionné le procès Jean-Bertrand Ewanga, secrétaire général de

l'Union pour la Nation congolaise. Le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Romain Nadal, qui a rendu publique cette prise de position, a ainsi exprimé la vive préoccupation de la France par rapport à la condamnation de cette grande figure de l'opposition par cette haute juridiction congolaise. Arrêté le 5 août au lendemain d'une manifestation d'opposition à Kinshasa

destinée à dénoncer toute initiative visant à modifier la Constitution pour permettre au président congolais Joseph Kabila de rempiler pour un troisième mandat, Jean-Bertrand Ewanga a été soumis en une procédure de flagrance devant la Cour suprême de justice. Il a été condamné à un an de prison ferme pour outrage au chef de l'État.

A.D.

RENTRÉE PARLEMENTAIRE

Les enjeux de la session de septembre

Les partis politiques de la majorité entendent soutenir, au cours de la session parlementaire qui s'ouvre ce 15 septembre, le projet de loi portant révision de quelques articles de la Constitution en vue de son adoption. Mais le pari est loin d'être gagné d'avance.

Sauf changement de dernière minute, c'est ce 15 septembre que les députés et sénateurs renouent avec l'hémicycle du Palais du peuple après trois mois de vacances parlementaires méritées. S'il est entendu que la nouvelle session

talement s'inviter au débat au regard des enjeux de l'heure. Alors que les derniers réglages en vue de la formation du gouvernement de cohésion nationale sont en train de s'opérer, la session risque de s'ouvrir sur fond d'agitation, le genre de celles qui généralement caractérisent tout remaniement. Dieu seul sait si les parlementaires ont suffisamment mûri leurs initiatives de loi à proposer à la sanction de leurs pairs au cours de la présente session ou s'ils continuent à faire une fixation sur ce fameux gouvernement dans la perspective d'y figurer. Au-delà de l'effervescence à laquelle renvoie la mise en place de ce gouver-

révision constitutionnelle. Les quatre projets de loi portant organisation des élections à tous les niveaux, y compris celui relatif à la révision de certains articles de la Constitution adoptés par le gouvernement et transmis aux deux chambres législatives, seront au menu de l'actuelle session. Il est évident que la réforme constitutionnelle tiendra le haut du pavé en raison de la vive controverse qui la caractérise sur fond de dissensions enregistrées au sein des regroupements politiques.

Une majorité fissurée

Déjà, la majorité présidentielle part divisée sur cette question. Outre le

congolaise pour le développement (Scode) de Jean-Claude Muyambo qui ont pris position contre toute initiative de révision constitutionnelle, il apparaît qu'une dizaine d'autres partis politiques de la plate-forme présidentielle seraient prêts à les suivre sur cette voie. Ceux qui ont parié sur une distraction de la famille politique du chef de l'État, visant à faire croire au débat démocratique en son sein tel que reflétés par les prises de position contradictoire sur cette question, se ravisent aujourd'hui face à la constance du discours développé par le tandem MSR-Scode et alliés.

La jonction de cette frange de la majorité réfractaire à toute idée de réforme constitutionnelle avec une opposition déterminée à barrer la route à cette démarche qualifiée de suicidaire peut, d'après certains analystes, provoquer une onde de choc susceptible de renverser les tendances à l'Hémicycle. Les fissures enregistrées ces temps derniers dans l'édifice de la majorité sur fond d'élargissement du bloc des anti-révisionnistes ne sont pas de bon augure et nécessitent un rappel à l'ordre afin de conserver l'idéal d'unité et de respect de la ligne politique, chers à tout regroupement politique. Dans le cas d'espèce, Joseph Kabila, en tant qu'autorité morale, est appelé à battre le rappel des troupes pour que les thèses de la majorité en rapport avec la révision constitutionnelle triomphent conformément au vœu exprimé par un grand nombre de le voir briguer un troisième mandat. Il y a de quoi redouter un retournement de la situation surtout lorsqu'on sait que le Palu et l'ARC d'Olivier Kamitatu (deux forces politiques significatives au sein de

la majorité) continuent toujours d'entretenir un suspense quant à leur position sur cette question.

Priorité aux matières électorales

Outre cette matière de réforme constitutionnelle qui vraisemblablement va préoccuper les esprits pendant cette session, il y a aussi la nécessité pour le Parlement d'adopter quelques projets de loi en rapport avec le cycle électoral 2013-2016 susceptibles de permettre à la Céni de mieux encadrer le processus électoral. Il sera aussi question de trancher sur l'élection des députés provinciaux en rapport avec le choix du mode de scrutin (direct ou indirect), de sorte à permettre à l'institution électorale d'élaborer un calendrier global des élections assorti d'un budget pluriannuel.

La suite du processus électoral dépendra pour ainsi dire du bénéfice d'urgence que les députés et sénateurs auront à accorder aux matières y relatives.

La Céni qui a déjà déposé ses prévisions à la commission budgétaire du gouvernement n'attendrait que la suite qui leur sera réservée au Parlement au cours de la présente session pour booster la dynamique électorale.

C'est donc l'exercice auquel devront se livrer les parlementaires si et seulement si l'on veut que les prochaines élections soient une réussite.

On saisit ainsi tout l'enjeu de cette rentrée parlementaire qui, à côté de l'examen des matières restées en suspens lors de la dernière session, entend donner plus de visibilité à l'avenir politique immédiat de la RDC par l'adoption des textes de loi qui comptent.

Alain Diasso



Des députés nationaux en congrès au Palais du peuple

ordinaire est essentiellement budgétaire, les questions politiques vont cer-

nement, l'actuelle session sera naturellement marquée par le débat sur la

Mouvement social pour le renouveau (MSR) de Pierre Lumbi et la Solidarité

DROITS DE L'HOMME

FAS et FSPD étendent la formation au groupe cible secondaire

L'atelier est la suite logique des travaux organisés précédemment qui ont visé le groupe cible primaire constitué des formateurs.

La formation organisée le 12 septembre au Centre de rééducation pour handicapés physiques, à Kinshasa, avec l'appui de l'Union européenne, constitue le deuxième volet de l'atelier organisé dans le cadre du projet « Plaidoyer des femmes sur les droits et libertés fondamentales à l'est de la RDC ». Axée sur les droits humains, les libertés fondamentales et le plaidoyer, elle concerne plus de deux cents participants qui auront comme tâche de relayer ces connaissances dans leurs communautés respectives. « Il s'agit d'un complément d'une formation qui a été faite en 2012 afin de nous permettre d'atteindre le nombre de deux cents formés qui vont aller toucher leurs communautés respectives, comme recommandé dans le projet », a expliqué le coordonnateur des activités au sein de Femmes Africa Solidarité (FAS), Maurice Youmbi.



La coordinatrice adjointe de FSPD, Francisca Musuamba, et le coordonnateur des activités de FAS, Maurice Youmbi, à l'ouverture de l'atelier/Photo Adiac

Les participants à cette session de formation constituent des groupes qui ont été formés durant la deuxième et la troisième années du projet et qui sont restés actifs pendant tout le cycle du projet. Ils ont comme visée de partager l'information entre eux et avec la communauté d'origine, de mener des plaidoyers auprès des décideurs locaux et pendant des forums pour influencer leurs décisions politiques, y compris le cadre juridique. « La formation annuelle a exploré l'idée d'utili-

ser les Groupes cibles secondaires (GCS) des droits de l'Homme comme un moyen de réseautage local et de travail de plaidoyer auprès des chefs locaux, réseau local de femmes parlementaires et des magistrats locaux », a soutenu le coordonnateur des activités au sein de FAS.

Lutter contre les violations des droits humains

Ce projet est motivé, à en croire la coordinatrice adjointe de Femmes soli-

daire pour la paix et le développement (FSPD), Francisca Musuamba, par des déplacements en masse des populations et des abus des droits de l'Homme, en particulier ceux des femmes occasionnés par la succession de guerres que l'Est du pays connaît depuis plusieurs décennies. « La violence a augmenté et le corps de la femme est devenu un champ de bataille. Les viols et violences sexuelles utilisés comme tactiques de guerre et stratégie globale sont devenus des armes de guerre de destruction massive », a-t-elle souligné.

Pour Francisca Musuamba, en effet, ce projet de plaidoyer des femmes sur les droits humains et les libertés fondamentales a un double rôle. Alors qu'il permet l'accès des femmes aux instances décisionnelles afin de leur donner la possibilité d'agir en tant qu'agents actifs, il permet également aux organisations à la base de contribuer à l'amélioration de la situation de l'homme sur le terrain. « Nous sommes convaincus que cette formation vous permettra de plaider efficacement auprès de vos pairs et partenaires locaux, nationaux et régionaux en vue d'atténuer la situation et contribuer à aider la réforme politique et la défense des droits de l'Homme en RDC », a-t-il dit aux participants.

Le souhait, pour la coordinatrice adjointe de FSPD, a également été de voir cet atelier doter aux femmes journalistes de Kinshasa de toutes les informations nécessaires pour accompagner la démarche.

Une prise de conscience générale

Le projet « Plaidoyer des femmes sur les droits et libertés fondamentales à l'est de la RDC » a été conçu, selon Maurice Youmbi, pour aider les femmes, les filles, les hommes et les garçons qui vivent dans les endroits vulnérables, à prendre conscience des principales sources d'information, d'accroître leur compréhension de la façon dont fonctionnent les droits humains et principes fondamentaux et de leur fournir l'occasion de se responsabiliser à travers leur participation à des actions de plaidoyer. Pour le coordonnateur des activités au sein de FAS, les GCS de défense recherchent des actions concrètes pour améliorer la situation de vie des femmes en RDC. Un accent a, par contre, été mis, sur l'inclusion des hommes et des garçons comme des partenaires dans la défense des droits de l'Homme. « Dans les cas pertinents, les GCS cherchent à inclure la communauté dans son ensemble aux activités de plaidoyer », a-t-il insisté.

Lucien Dianzenza

RDC

Ébola fait trente-sept décès

Le nombre de morts dus à la maladie à virus Ébola qui sévit à Djera dans la province de l'Équateur s'élève à soixante-six cas dont vingt-quatre confirmés, seize cas suspects et vingt-six probables. Et Le ministère de la Santé publique a fait état le 11 septembre de trente-sept décès, trois cent quatre-vingt-quatorze cas sont en train d'être suivis.



Des médecins se protégeant d'Ébola

Le gouvernement s'est fixé un délai de quarante-cinq jours pour remporter la guerre contre la maladie à virus Ébola déclarée, depuis le 24 août, à Djera dans le territoire de Boende dans la province de l'Équateur par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi.

Pour relever ce défi, toutes les stratégies pouvant contribuer à l'arrêt de la transmission de cette maladie meurtrière sont mises à contribution aussi bien par le gouvernement que par les partenaires. Sur le terrain, des équipes des experts sont déployées pour organiser la riposte contre cette maladie.

Grâce aux mesures prises, cette épidémie est toujours contenue au seul secteur de Djera, un village enclavé. Ce qui est d'ailleurs le souci du gouvernement et des partenaires qui mettent tout en œuvre pour que cette épidémie ne se propage pas. Ce qui explique la mise en quarantaine de ce secteur situé dans le territoire de Boende pour bien circonscrire l'épidémie. Aussi, pour accélérer

le dépistage des cas, un laboratoire mobile est-il opérationnel depuis le mardi à Lokolia. Pour se rendre compte des interventions de lutte contre la maladie à virus Ébola, le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, s'était rendu tour à tour à Mbandaka, à Boende et à Djera dans la province de l'Équateur. Partout où il était passé avec sa délégation composée du directeur chargé de l'immunisation à l'OMS/Genève, le Dr Jean-Marie Okwo-Bele, du représentant de l'OMS en RDC, le Dr Joseph Cabore, et du directeur de l'Institut national des recherches biomédicales, le ministre de la Santé publique n'a pas manqué de sensibiliser tout le monde sur son passage.

À Mbandaka, il a eu des séances de travail avec le personnel de santé, les membres de la société civile sans oublier les journalistes à qui il a sollicité leur implication dans la sensibilisation de la population même s'il n'y a pas Ébola dans cette contrée. À Djera, l'épi-

centre de la maladie, le ministre de la Santé publique a lancé deux opérations toujours pour arrêter la propagation de la maladie à virus Ébola. Il s'agit de l'approche « Village par village » et de l'approche « Pas un ménage sans désinfectant ». La première stratégie cible vingt-trois villages du secteur de Djera identifiés comme étant des endroits où se trouvent des personnes qui ont été en contact avec des cas confirmés, des cas probables et des cas suspects d'Ébola. Pour faire le suivi de ces personnes, des comités ont été mis sur pied. La deuxième stratégie consiste, par contre, à distribuer gratuitement des désinfectants à tous les ménages du secteur de Djera pour leur permettre de se laver les mains régulièrement avec ces produits. L'on pense qu'avec toutes ces mesures, le gouvernement sera capable de répondre au rendez-vous de quarante-cinq jours en mettant fin à cette épidémie.

Aline Nzuzi

POLIOMYÉLITE

La RDC organise la campagne de vaccination contre la maladie

Les journées de vaccination synchronisées seront aussi organisées du 18 au 20 septembre au même moment au Congo Brazzaville et en Angola dans le cadre d'éradication de la poliomyélite.

Pour ce qui est de la RDC, toutes les onze provinces sont concernées par la campagne de vaccination contre la poliomyélite qui cible les enfants âgés de 0 à 5 ans. Dans les provinces du Bas-Congo et du Kasai-Occidental, les préparatifs se déroulent normalement pour la réussite de cette campagne.

La province du Bas-Congo, à travers ses trente et une zones de santé, compte vacciner contre la poliomyélite 679278 enfants dont l'âge varie de 0 à 59 mois, souligne le rapport de la réunion préparatoire du comité provincial de coordination. Quant au Kasai-Occidental, 1.480.000 enfants de 0 à 59 mois sont attendus dans les quarante-quatre zones de santé que compte cette province.

Pour atteindre tous les enfants ciblés par ces journées de vaccination, les organisateurs ont retenu la stratégie dite de porte-à-porte. Les vaccinateurs passeront donc de maison en maison pour vacciner les enfants. Grâce



Un enfant recevant deux gouttes de vaccin polio oral

à cette stratégie, il est possible d'atteindre tous les enfants même ceux qui n'ont jamais été vaccinés. Pour prévenir la poliomyélite, maladie invalidante de l'enfant, il n'y a pas d'autre moyen si ce n'est que la prévention. Celle-ci passe par la vaccination qui est du reste

gratuite. Tout parent soucieux de la bonne santé de son enfant est donc prié de le faire vacciner, car un enfant non vacciné est exposé à la maladie qui entraîne une paralysie irréversible des membres inférieurs.

A.Nz.

SANTÉ

13 000 personnes perdent la vue en RDC chaque année

La révélation a été faite par le directeur par interim du Programme national de la santé oculaire et de la vision (PNSOV), le Dr Theodore Kadima, lors du lancement de la campagne de sensibilisation placée sur le thème « Glaucome : le voleur de la vue, dépister à temps pour éviter la cécité » au terrain municipal de Masina.

Selon le Dr Théodore Kadima, la situation risque d'aller de mal en pis si rien n'est fait. « Ce nombre pourra alors doubler ou tripler dans 15 ans, alors que 80% des déficiences visuelles sont évitables ou peuvent être traitées ». Ce qui justifie, selon lui, la raison d'être de cette campagne qui vise à sensibiliser la population sur les conséquences du glaucome, maladie des yeux qui abîme le nerf de la vision dont la prise en charge pose encore de graves problèmes due notamment au manque d'informations sur cette pathologie qui entraîne une cécité irréversible, à l'arrivée tardive des malades dans les structures de prise en charge ou encore à cause de l'usage du traitement inapproprié et de la négligence du traitement en cours.

La campagne de sensibilisation initiée

par le PNSOV est prévue pour une durée d'un mois. Dans un premier temps, elle cible les communes situées à l'est de la ville de Kinshasa. Dans l'avenir, souhaite le Dr Kadima, cette campagne pourra être étendue à la partie ouest de Kinshasa si les moyens sont disponibles.

Pour la réussite de cette sensibilisation, les relais communautaires sont mis à contribution. Ils passeront ainsi de maison en maison, d'une rue à une autre pour sensibiliser la population afin de l'orienter vers les structures des soins pour un dépistage gratuit.

L'ampleur de la déficience visuelle « Près de 5 millions de personnes sont atteintes de déficience visuelle, dont 800 000 sont aveugles », indique l'OMS. Pour ce qui est du glaucome, 13000 personnes deviennent aveugles chaque année en RDC à cause de cette maladie. En dépit de la gravité des déficiences visuelles, on estime que plus de 80% des cas sont évitables ou pourraient être traités si elles sont dépistées et soignées tôt. C'est pourquoi le Dr Theodore Kadima invite la population à se faire dépister chaque année au moins une fois pour prévenir ces maladies.

Aline Nzuzi

SOINS DE SANTÉ PRIMAIRE

Save the children en renfort à la Zone de santé Mont-Ngafula I

En appui aux efforts du gouvernement pour la réduction de la mortalité maternelle et infantile visant l'accélération de l'atteinte de l'objectif du millénaire pour le développement (OMD), l'ONG internationale a offert des kits de relais communautaires à Matadi Kibala le 12 septembre en fin de matinée.

Organisée en présence de l'autorité de tutelle, le ministre provincial de la Santé, Affaires sociales et Actions humanitaires, en marge de l'installation du comité de développement (Codev), la remise des kits de relais communautaires de la Zone de santé Mont-Ngafula I a constitué un événement pour cette contrée. Allant des fournitures de bureau devant servir à constituer une administration efficiente jusqu'à un équipement nécessaire aux actions sur le terrain, à savoir bottes imperméables et sacs à dos, la remise des kits ainsi faite constitue une première en soi. C'est dire combien le geste posé par Save the children a été considéré à sa juste valeur par les bénéficiaires. Et, comme l'a dit le ministre Vital Kabwiku, ces dons attestent que les relais communautaires sont une cible très importante dans l'organisation du système de santé. Et Le ministre de rappeler ici leur « rôle charnière dans la transmission des informations sanitaires auprès de la communauté ».

En effet, la dotation de Save the children vient à point nommé en réponse à un besoin crucial dans cette zone de santé urbano-rurale dont certaines parties sont d'accès difficile. Comme l'a souligné le médecin chef de zone dans la présentation de la Zone de santé Mont-Ngafula I, l'appui de l'ONG internationale va contribuer à faciliter les interventions dans le secteur.

Surtout s'il faut considérer que le point le plus éloigné des seize aires de santé qu'elle compte est située à 110 km plus loin. Ainsi, les trois motos acquises vont désormais améliorer la couverture médicale, un appui technique comme l'a dit le représentant de Save the children, le Dr Ezéchiel Mulwayi, qui vient en aide aux prestataires, quitte à faciliter leur déploiement dans ces parties dont l'accès difficile rend d'autant plus difficile l'accès de la population aux soins.

Témoin privilégié des cérémonies réalisés dans sa juridiction, le bourgmestre Olivier Saya Mandjia a, pour sa part, tenu les nouveaux membres du Codev de « prendre à cœur » leur tâche. Et le bourgmestre de leur signifier : « Nous comptons sur votre collaboration pour le développement de notre communauté ». Mais par-dessus tout, jugeant d'importance le nouvel appui de Save the children vu l'incidence positive espérée à l'avenir sur la santé de la population, il a ajouté alors : « Sans personne en bonne santé, il n'y a pas de développement ».

Par ailleurs, l'installation du Codev par le ministre Vital Kabwiku, un privilège dont seule la Zone de santé Mont-Ngafula I a profité jusqu'ici, a servi de prétexte à la présentation des relais communautaires récemment élus. En activité dans les seize aires de santé, ils étaient accompagnés chacun de leurs chefs de quartier. Et il a été salué ici l'efficacité des services rendus à la communauté grâce à la sensibilisation effectuée de façon régulière.

Allusion faite notamment aux méthodes préventives prônées à l'instar du lavage des mains en vigueur, procédé hygiénique indiqué dans le cas de la fièvre Ébola, ou l'usage des moustiquaires imprégnées contre la malaria, etc.

Nioni Masela

MUSIQUE CLASSIQUE

L'OSK hôte du Halle Orchestra de Manchester

L'orchestre symphonique Kimbanguiste (OSK), dirigé par Armand Diangenda, séjourne en Angleterre pour une série de concerts.

L'OSK s'est produit le 11 septembre au Manchester's Bridgewater Hall le 14 septembre au London's Southbank Centre. Et ce 15 septembre, l'OSK se produit au Cardiff's Royal Welsh College of Music and Drama et le 16 septembre au Bristol's Colston Hall. Les séances de répétition de l'OSK et de la Halle Orchestra de Manchester se déroulent dans une ancienne église réhabilitée par la Halle l'année dernière. Le coût des travaux est évalué à 1,5 million de livres. Les musiciens des deux orchestres exécutent notamment les grandes œuvres de Beethoven et de Berlioz. cent dix musiciens sur les deux cents que compte l'OSK font partie de cette tournée anglaise qui les conduira à Londres, Cardiff, Bristol et Manchester. « La plus importante ressource que peut avoir un orchestre est le désir de faire la meilleure musique possible », a déclaré à la BBC Jamie Phillips, chef d'orchestre adjoint de la Halle Orchestra de Manchester.



L'OSK et le Halle Orchestra de Manchester en pleine répétition

« C'est quelque chose que l'orchestre de Kinshasa a clairement en commun avec la Halle. Ainsi, nous pouvons soutenir l'orchestre de Kinshasa dans un sens pratique et en termes de les guider à travers un certain répertoire susceptible d'être difficile. C'est quelque chose que nous pouvons leur donner et nous serons honorés de le faire », a-t-il expliqué.

Un langage universel

En prélude à la tournée, apprend-on, l'orchestre britannique a fourni des spécialistes pour réparer le matériel de l'OSK. « C'est vraiment dur si vous voulez être un musicien professionnel. Ce n'est pas un travail très rémunéré. Nous avons un peu d'aide, mais ce n'est pas comme ici en Europe, où c'est une profession respectée », explique à la BBC le vio-

loneur de l'OSK Heritier Mayimbi. Avant le début des répétitions, les membres de l'OSK ont pu visiter la ville de Manchester ainsi que le stade Old Trafford du célèbre club Manchester United. « Si je ne comprends pas la langue, nous pouvons utiliser des gestes pour nous comprendre. Ce n'est pas grave si vous venez en Angleterre et que vous ne parlez pas anglais, parce que nous

Une reconnaissance mondiale

Bien que son origine remonte aux années 80, l'OSK a été officiellement fondé en 1994 par Armand Diangenda ainsi que deux de ses amis. Depuis 2002, celui qui est affectueusement appelé « Papa Armand » en est le directeur musical. Seule formation de musique classique d'Afrique subsaharienne, le groupe se révèle au monde entier grâce au documentaire « Kinshasa Symphony » de Martin Baer et Claus Wischmann sorti en 2010. Depuis lors, l'OSK est invité et s'est produit en Europe, en Asie et aux États-Unis. En avril 2013, l'orchestre a presté au printemps des Arts de Monaco. À la suite de la prestation, la princesse Caroline de Monaco s'est rendue à Kinshasa pour assister à un concert de l'orchestre. À cette occasion, elle était accompagnée du quatuor à cordes monégasque Monoï Kops.

Patrick Ndujidi

SUPER COUPE DE KINSHASA

AC Bandal remporte le trophée aux dépens de New Jak FC

La Super Coupe de Kinshasa de football pour la saison 2013-2014 s'est achevée, le 11 septembre, au stade Tata Raphaël par la victoire en finale de l'AC Bandal sur la formation de New Jak FC.

Le club champion de l'Entente urbaine de football de Kinshasa (Eufkin)/Malebos'est nettement imposé sur son adversaire champion de l'Eufkin/Lukunga sur la marque de trois buts à un. Tout s'est joué en deuxième période après une première mi-temps sans but. Molinga d'AC Bandal a ouvert la marque à la 56e minute. Vika a égalisé pour New Jak FC à la 71e minute. Mais Molinga est revenu à la charge avec le deuxième but de l'AC Bandal à la 76e minute. New Jak a ensuite multiplié des incursions dans le camp adverse, mais sans concrétiser leur acharnement devant les buts du club champion de l'Eufkin/Malebo. Bien au contraire, sur une contre-attaque, Namuzayi de l'AC Bandal a définitivement scellé le sort de New Jak FC avec le troisième but à la 81e minute. En dépit de cette victoire logique de l'AC Bandal plus réaliste sur le terrain, les supporters de New Jak FC ont provoqué des incidents en lançant des projectiles lorsque le capitaine de l'AC Bandal brandissait le trophée de la compétition.

Rappelons qu'en première demi-finale disputée le 9 septembre au stade Tata Raphaël, AC Bandal a créé la sensation en éliminant le Racing Club de Kinshasa (RCK), champion 2014 de l'Entente provinciale de football de Kinshasa, par un but à zéro. Kayembe Ilunga inscrivait l'unique but de la partie dès la première minute de jeu. Malgré moult offensives du RCK, aucun autre but n'avait été marqué jusqu'au coup de sifflet final. Dans l'autre demi-finale, New Jak FC a sorti de son chemin l'AC Sodigraf, champion de



La Super Coupe de Kinshasa remportée par AC Bandal

l'Eufkin/Kilimani aux tirs au but (sept tirs contre six). À la fin du temps réglementaire, les deux équipes étaient à égalité d'un but partout. Taty Marita ouvrait la marque pour New Jak FC à la 14e minute et Mabilia Mbaku égalisait pour Sodigraf à la 89e minute de jeu. La Super Coupe de Kinshasa est une compétition organisée depuis quelques années par la Ligue de football de Kinshasa avant l'ouverture de la saison sportive. Cette compétition réunit les clubs vainqueurs des six ententes urbaines de football de Kinshasa (division inférieure par rapport à l'Epfcin) et le club champion de l'Epfcin qui entre en lice en demi-finale. Le tournoi se joue par élimination directe. Pour cette édition, les clubs participants ont été New Jack FC

(champion de l'Entente urbaine de football de Kinshasa -Eufkin-/Lukunga), AC Sodigraf (champion de l'Eufkin/Kilimani), AC Bandal (champion de l'Eufkin/Malebo), AC Semendua (champion de l'Eufkin/Plateau), FC Kanda (champion de l'Eufkin/Tshangu), FC Arc-en-ciel (champion de l'Eufkin/Lipopo), et le Racing Club de Kinshasa (champion de l'Entente provinciale de football de Kinshasa -Epfcin-). Tous les clubs champions des ententes urbaines (division inférieure) sont donc promus à l'Entente provinciale de football de Kinshasa, tandis que le Racing Club de Kinshasa va disputer le tournoi qualificatif pour accéder au championnat national (Division 1).

Martin Engimo

DIVISION 1

La saison sportive 2014-2015 s'ouvre en octobre

La Ligue nationale de football a fixé la date du démarrage du championnat national au 4 octobre après une réunion tenue avec les clubs ayant participé à la dernière édition de la Division 1.



Panneau de la Linafoot

Le coup d'envoi de la 20e édition du championnat national de football de la RDC (Division I) est fixé au 4 octobre. C'est la décision prise par la Ligue nationale de football (Linafoot) au cours de sa réunion, le 10 septembre, avec les représentants des clubs ayant pris part à l'édition précédente de cette division. « Nous sommes conscients de ce qui se présente devant nous. Mais il faut absolument que nous débutions », a déclaré à la presse le président Simon Kayoyo Umbela de la Linafoot. Il a promis de se pencher sur les problèmes qui plombent la Linafoot et le déroulement du championnat national. « Il y a des problèmes liés à l'organisation des préliminaires pour la montée en Division I (17-21 septembre), de sponsoring, ainsi que celui de la réhabilitation du stade Tata Raphaël de Kinshasa, le stade des Martyrs étant fermé pour des travaux de réfection », a-t-il fait remarquer.

Simon Kayoyo a donné des assurances sur le respect de la date de clôture du championnat national 2014-2015 au plus tard le 31 mai 2015 conformément aux textes réglementaires. Notons que la Linafoot a augmenté le nombre des clubs de seize à vingt pour cette saison. Les vingt clubs participant à la 20e édition de la Division 1 seront repartis en deux groupes suivant les zones géographiques afin de minimiser le coût prohibitif des voyages des équipes qui connaissent de gros problèmes financiers pour financer leurs voyages d'une province à une autre. On rappelle que la 19e édition de la Division 1 a été remportée par le TP Mazembe de Lubumbashi au terme d'une dernière journée de suspense. Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi s'est adjugé la deuxième position, devant l'AS V. Club de Kinshasa.

Martin Engimo

HUMEUR

La famille, les partis politiques, l'école et l'église ont un rôle dans l'éducation de la jeunesse

Le constat vrai est que si ces quatre cadres de socialisation travaillaient non pas chacun dans son coin, mais plutôt en complémentarité ou en synergie voire en complicité, de nombreux enfants n'allaient pas se livrer aux actes inciviques et condamnables comme on le voit ici et là dans de nombreuses villes du pays.

De l'avis de nombreux observateurs, l'éducation qu'un enfant reçoit au sein de sa famille est toujours complétée par celle qui reçoit à l'école, approfondie par celles des partis politiques et celles reçues au sein des congrégations religieuses. S'il y a cohésion entre la famille, les partis politiques, l'école et l'église, le résultat serait positif sur l'éducation des enfants. Encore faut-il que la famille soit vertueuse et respectueuse de certains principes, que l'église soit de côté responsable et que l'école soit un modèle.

Oui la famille, tout comme l'église et les partis politiques véhiculent certaines valeurs aux enfants. Celles-ci culturelles, éthiques, intellectuelles, spirituelles ou sociales. La famille est donc la première école de vertus sociales dont toutes les sociétés ont besoin. L'église, quant à elle, est le cadre social à travers lequel l'enfant peut acquérir toutes les valeurs d'amour, d'éthique, de responsabilité sociale. Les partis politiques, en dehors de la conquête du pouvoir, sont des cadres sociaux incontournables où les jeunes qui y adhèrent devraient cultiver les valeurs d'unité et de citoyenneté qui forgent une République. Tout comme l'école qui garantit l'instruction et la socialisation de l'enfant. En clair tous ces cadres ont un dénominateur commun sur le plan éducationnel car aucun d'entre eux ne pourrait se permettre de « fabriquer » des brigands.

Oui à chaque période de vacances scolaires, dans de nombreuses villes du pays, on assiste à des kermesses vacances, des journées culturelles, des colonies vacances et des foires pour égayé des enfants en leur donnant aussi des informations utiles pour leur avenir, leur vie scolaire et familiale. Malheureusement, si ces kermesses et foires se ferment, les enseignements reçus ne sont ni repris par l'école ou les partis politiques voire même la famille, puisque, nous l'avons dit, ces milieux travaillent en vase clos. Où sont donc passées la famille ou l'église pour ne citer qu'elles si les enfants continuent d'exceller dans des attitudes blâmables ? Des danses obscènes, des propos déplacés. Le manque d'échanges entre ces différentes structures de vie et d'accueil de l'enfant peut engendrer le « désordre social ». Il y a quelques années, sous le régime monopartite notamment, on assistait à une véritable complémentarité de l'école, de l'église, de la famille et du parti en vue de l'éducation de la jeunesse. L'instruction civique à l'école ou à travers les mouvements juvéniles (MNP/UJSC/Fénajesco ou Féna-just) constituait un frein à la dépravation des mœurs.

Il revient à la société d'imaginer des « suites de canalisation » pour renforcer cette complémentarité et cette complicité entre l'éducation familiale, pédagogique, religieuse et celle reçue au sein d'un parti politique. Or, si ces quatre cadres sociaux persistent de travailler de façon séparée, la rue sans nul doute continuerait de proposer aux enfants et à la jeunesse d'autres tableaux éducationnels, regrettables ceux-là.

Faustin Akono

OCCUPATION ANARCHIQUE DU DOMAINE PUBLIC

Quel sort pour les habitants de Mongo Mpoukou et Koufoli ?

Après l'interdiction faite aux habitants occupant illégalement le massif forestier d'eucalyptus fibre du Congo (EFC) il y a un an, les habitants des quartiers Mongo Mpoukou et Koufoli à Pointe-Noire s'interrogent sur le silence qui entoure cette affaire.



Des habitations érigées sur le massif forestier Crédit photo»Adiac»

Le suspens qu'entretient l'État exacerbe les populations ayant acquis des lopins de terre dans ce périmètre. Personne ne connaît, aujourd'hui, son sort puisque la délimitation définitive de la zone tarde toujours. Une certaine opinion pense que dans un monde où l'homme est dur pour les autres et faible pour lui-même, la loi foncière en vigueur depuis 2013 est trop sévère pour le citoyen. Le gouvernement doit prendre à bras le corps le problème qui reste sans issue et alimente une psychose dans l'opinion. Seul l'État peut trouver une solution à ce problème. Selon Jean, un citoyen de Mongo Mpoukou, « Une zone de délimitation à Mongo Mpoukou et Koufoli est encore

possible et cela permettra aux populations ignorantes du droit de comprendre qu'il existe bel et bien en la matière le principe de non rétroactivité de la loi donnant la possibilité à ses citoyens d'exercer leur droit de défense pour qu'une décision définitive soit trouvée pour l'intérêt général ».

Pour Feb, un habitant de Koufoli, « Les autorités à charge de ce dossier doivent apaiser les démarches fortes entreprises pour donner la chance à chaque citoyen d'avoir un logement, dans un pays où la paix se construit. Une violence institutionnelle est incompatible avec la conjoncture socio politique actuelle où le peuple

est un souverain référendaire », et d'ajouter : « Nul n'est censé ignorer la loi certes, mais toute action doit être vulgarisée au profit d'un grand nombre en communiquant avec le peuple pour faciliter un dialogue foncier véritable et consensuel. »

Le 8 août 2013, la réunion du conseil des ministres avait décidé de la récupération des superficies illégalement occupées, la protection et la surveillance continues des plantations par la force publique, l'annulation des titres fonciers abusifs et la poursuite devant les tribunaux des personnes ayant vendu le domaine public et des occupants des terrains concédés à EFC.

Hervé Brice Mampouya

PROCESSUS REDD +

Les femmes-leaders du RDHD affirment leur engagement

Réunies en assemblée générale le 7 septembre à Pointe-Noire, les femmes-leaders du processus REDD+ du Réseau développement humain durable (RDHD) ont porté à la tête de leur structure Émilienne Kimono. La réunion a été dirigée par Majep Obama, coordonnateur interafricain du RDHD qu'assistaient Aimé Robert Nkala, conseiller technique d'AGEDUREME et Me Chérubin Koumba-Safou.

Le bureau de sept membres, mis en place par les femmes-leaders, est désormais dirigé par Émilienne Kimono, directrice exécutive de l'association Action Environnement et Protection de la Biodiversité.

Elle est secondée par Nana Touré et Diane Bahka qui est la secrétaire aux finances et matériel.

En remerciant ses collègues pour la confiance faite à son égard, Émilienne Kimono a déclaré : « Je ne pourrais travailler et réussir seule sans votre apport car nous avons un grand défi à relever. Ce sont les femmes qui travaillent dans ces champs où la forêt se dégrade du fait de l'intense activité humaine en dépit de la période de jachère observée. Notre

action de sensibilisation des autres femmes trouve son réel impact dans le département du Kouilou. C'est ainsi que nos efforts seront concentrés dans un premier temps dans les districts périphériques du département de Pointe-Noire. Nous commencerons d'abord à sensibiliser les femmes du réseau ensuite celles de l'arrondissement 4 Loandjili et après celles des autres arrondissements pour que notre action ne se limite pas seulement dans le département du Kouilou ». Les femmes-leaders ont ensuite élaboré un plan de travail appuyé d'un calendrier de descentes dans les arrondissements de Pointe-Noire et dans les districts les plus proches. Félicitant les femmes leaders pour leur engagement pris depuis le 24 août dernier, Majep Obama, écologiste-chercheur, coordonnateur du RDHD a renchéri « J'ai senti à travers vos débats une réelle conviction. Que celle-ci soit liée aux actes sur le terrain de la pratique. Ainsi, nous serons toujours à vos côtés pour vous soutenir ». Le nouveau bureau des femmes-leaders du processus REDD+ du RDHD s'est réuni le 10 septembre 2014 au siège du RDHD pour le premier contact.

H.B.M.

FOIRE DES ARTS

La 1^{ère} édition commence le 23 septembre à Pointe-Noire

Le Carrefour d'échanges et de promotion en arts et culture (CEPAC) du Cercle culturel pour enfants (CCE) lance cette activité le 23 septembre 2014 au CCE à Mpaka. Objectif : maintenir la flamme allumée lors de « Pas de quartier pour la culture » organisé en juillet dernier par l'Institut français du Congo où le quartier Mpaka a fait bonne figure.

Donner la visibilité aux artistes et à leurs œuvres et amener les populations à découvrir les arts méconnus dans leur milieu sont les principaux objectifs de cette activité qui s'inscrit dans la dynamique de « Pas de quartier pour la culture » qui, selon le vœu du directeur de l'Institut français doit être repris par les associations et collectivités locales dans un relent d'une véritable appropriation. Ainsi, du 23 au 27 septembre, des spectacles de musique, de théâtre, de conte, de danse, des expositions en arts plastique, en couture, en mode (défilé de mode, des sapologies) vont avoir lieu dans cet espace qui, pour l'occasion, va faire peau neuve avec des fresques et des décorations diverses pour offrir un attrayant visage aux visiteurs. Les musiciens Kaly Djatou, Christian Ouisyky, Flad Diamonika, Claude Miawa, Mbuta



Une scène de la pièce La justice animale jouée par les enfants du CCE crédit photo»Adiac»

Muntu Fallia, Linda Diericks, Peraldy Black Malaria et Maya Pouliguen vont se produire chacun dans son genre. Le médien Toudissa Davy dit Duce et les enfants du CCE s'exprimeront au théâtre tandis que le ballet Argus va exécuter ses numéros de chorégraphie. La 1^{ère} édition de la foire des arts va aussi permettre au public d'admirer et acheter les toiles des peintres : Alain Serges Ouaboulé, Samuel Matoko Ya Dess, Prince Mayola, Masseur Mbongolo, Carl Max et le créateur Rodrigue Nkodia... Le styliste Nestor Kina dit Nestha Kina, le mannequin Léa Bileko, le vannier François Minzelé et l'infographiste Prencé Bazabana de Mboka Studio vont de leur côté se distinguer en pré-

sentant leurs créations en arts visuels. Une veillée de réflexion culturelle sera également organisée avec les écrivains Georges Sokate Mavouba, Alphonse Bamana, Huguette Ganga Massanga, Alphonse Kala, Bradley Kouakoua sans oublier les ateliers et les jeux concours qui vont se dérouler pendant les cinq jours.

Une des particularités de cette activité sera la représentation théâtrale de la pièce théâtrale « La justice animale », inspirée de la toile de Matoko Ya Dess, écrite par l'écrivain Kazis Nzenzé Kinouani et jouée par les enfants du CCE. Tous seront présents à la fête.

H.B.M.

JEUX DE L'ONSSU/DOLISIE 2014

La Cuvette remporte le tournoi de football

Les dernières finales du tournoi de handball et de football de la 4^e édition des jeux nationaux de l'office nationale des sports scolaires et universitaires (Onssu) se sont disputées le 12 septembre respectivement aux stades de l'AS Cheminot et de Mbounda à Dolisie.

Trois rencontres ont marqué cette dernière journée des jeux le 12 septembre à Dolisie. Au Football cadet, la finale

nisateurs ont regretté l'absence des techniciens du Centre de formation de football pour identifier les meilleurs joueurs qui pourraient compléter leurs effectifs.

En effet, très sereins depuis le démarrage de ce tournoi au cours duquel ils n'ont encaissé aucune défaite, les Cuvettois ont ouvert la marque à la 14^e minute avant que les Ponténégrins ne reviennent à la charge : un but partout. Déterminés à remporter la palme d'or, Leye Gaboka a dominé son adversaire en inscrivant le deuxième but et le der-

remporté la médaille d'or en minime. Au handball minimes garçons, Betsleel de Pointe-Noire et Pierre Nzoko de la Bouenza ont fait match nul, 15 buts partout. Dans cette catégorie, Leye Gaboka d'Owando (Cuvette) est sur le premier podium, suivi de Betsleel (2^e) Pierre Nzoko de Madingou (Bouenza) qui est 3^e. Chez les cadettes, le CEG Central a occupé la première marche en s'imposant largement face à Mboukou du Kouilou, 38-8.

Au volley-ball, en catégorie juniors, le Lycée Chaminade de Brazzaville est sacré champion en s'imposant 3 sets à 0 en finale contre l'Institut Technique Thomas Sankara de Pointe-Noire qui s'est contenté de la deuxième place.

* En athlétisme, concernant l'épreuve des 5 000m, Talicia Mabilia du Bouenza, 11 ans a réalisé un chrono 19'50".

* Au saut en hauteur, Arnaud Kouyoko et (1,68) et Armand Weboulou (1,65) de Brazzaville sont respectivement premier et deuxième suivis de Moudila Bimbeni de la Bounza (1,50).

* Au triple saut cadets, Arthur Mbengou, seul dans sa catégorie a réalisé une performance 12,17m.

* Au saut en longueur juniors femmes : Angninoyami de la Sangha a fait 4,52m. Elle est talonnée par Judith Zingalelo de Brazzaville, 4,16m

* Au saut en longueur juniors messieurs, Paul Ngokouba est au premier podium après avoir réalisé, 6,79m, Romeo Mandila de Brazzaville est deuxième avec 6,22 et Paul Miatoko du Pool, troisième avec 6,18m.

Charlem Léa Legnoki

Ewo abritera les jeux de l'Onssu de 2015

Ewo, chef lieu du département de la Cuvette-Ouest a été désigné pour abriter les jeux de l'Office national des sports scolaires et universitaires (ONSSU) édition 2015. C'est le ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat qui l'a lui-même annoncé, le 11 septembre, au stade Denis Sassou Nguesso de Dolisie.

Alors que les jeux de l'Onssu Dolisie 2014 se déroulent depuis le 6 septembre 2014, le défilé officiel des délégations a eu lieu le 11 septembre sous le patronage du ministre des Sports et de l'éducation physique. Heureux d'assister à ce brassage des jeunes congolais autour du sport, Léon Alfred Opimbat a, dans son mot de circonstance, remercié tous les acteurs pour leur contribution multiforme à la réussite de cette compétition de la jeunesse. « Nous sommes heureux de la tenue de cet engagement pris lors des jeux d'Owando en 2013. Dolisie que certains sportifs découvrent pour la première fois est une belle ville dont l'hospitalité nous convainc. Les jeux de Dolisie constituent un des maillons du processus que nous avons voulu rotatif dans les chefs lieux des départements de notre pays. Cette option, est à la fois une grande occasion de renforcer davantage le brassage de notre jeunesse et d'assurer de ce fait la cohésion sociale. Je voulais vous annoncer ici, que les jeux nationaux de l'Onssu 2014 se tiendront à Ewo, chef lieu du département de la Cuvette-Ouest », a-t-il annoncé.

Finalement 1200 athlètes participent à ses jeux de Dolisie qui répondent au contexte rotatif dans les différents départements. La secrétaire générale des jeux nationaux de l'onssu, Solange Koulinka a dû présen-

ter des excuses aux délégations présentes à Dolisie suite à des reports que les jeux ont connus. « Vous avez fait preuve de patience pour que cet événement soit réalisé. C'est là le témoignage de l'intérêt que vous accordé à cette activité. Je me sens très reconfortée du taux de participation soit un effectif total de 1200 personnes », a déclaré Solange Koulinka qui a surtout remercié le président de la République pour avoir retenu l'Onssu parmi les stratégies d'émergence du pays et le ministre des Sports pour ses initiatives et ses efforts inlassables.

De son côté, heureux de recevoir dans sa localité durant dix jours la jeunesse congolaise venue des douze départements du Congo, le maire de la ville, Paul Adam Diboulou, a rappelé que Dolisie est le berceau du sport congolais pour avoir produit plusieurs joueurs et athlètes internationaux dans les différentes disciplines. Il a cité Anne Solange Koulinka, Jacques Ndomba le Géomètre, Térèse Nkossa.

En effet, conscient des objectifs visés par ses jeux à savoir la détection des jeunes talents dans le milieu scolaire et universitaire et dans la perspective des Jeux africains de Brazzaville 2015, il a invité les athlètes à donner le meilleur d'eux-mêmes pour s'illustrer parmi les meilleurs afin de hisser haut le drapeau congolais.

Ch.L.L.



L'équipe du CEG Leye Gaboka de la Cuvette - crédit photo adiac

amment discutée entre le CEG Leye Gaboka d'Owando (Cuvette) et CEG Tchiniambi Mbota de Pointe-Noire au stade de Mbounda a été remportée par les Cuvettois. Les deux équipes ont fait un match très spectaculaire avec un jeu de fond très technique et tactique digne d'une finale si bien que les orga-

nier de la rencontre pendant les 45 premières minutes de la rencontre. La deuxième partie a été plus spectaculaire pour les deux gardiens de but ainsi que les quelques exploits des attaquants malgré de mauvaises finitions. Rappelant qu'en catégorie junior, le Lycée technique d'Oyo (Cuvette) a

DISTINCTION

La consécration pour Bernard Tchibinda Djimbi

Le Réseau des journalistes et communicateurs congolais pour la promotion et l'émulation du citoyen (RJCEPC) a plébiscité Bernard Tchibinda Djimbi, directeur départemental de l'Agence nationale de l'artisanat (ANA) du Kouilou. Il a reçu des mains de Sametone Ondendé, président dudit Réseau un diplôme d'honneur et un trophée d'or. La cérémonie a eu lieu le 10 septembre à la Chambre de commerce de Pointe-Noire.



Bernard Tchibinda Djimbi, distingué par le Rjcepc - Crédit photo Adiac

Pour Bernard Tchibinda Djimbi, cette distinction n'est que la consécration d'un modéliste styliste.

Tchidjiber pour les intimes, est un couturier autodidacte, promoteur et propriétaire de la marque Ndabitchi. On lui reconnaît la veste Ndabitchi version homme-femme et enfant, la robe de mariage Ndabitchi, tous conçus en pagne africain et européens. Cette veste est autant connue et appréciée au Bénin à travers le Forum international acheteurs-vendeurs sur le textile et habillement en 2009 ; au Cameroun, à l'occasion du festival de la mode africaine à Yaoundé ; au Burkina Faso, lors du Salon internatio-

nal de l'artisanat de Ouagadougou en 2010, au Niger, lors du CEFEM en 2012 sans oublier les différentes activités nationales sur la création et l'innovation. Nommé directeur départemental de l'Agence nationale de l'artisanat du Kouilou en 2013, Bernard Tchibinda Djimbi n'a pas mis du temps pour taper à l'œil le RJCEPC qui a couronné non seulement un administratif émérite mais aussi un artisan de talent. Il est aussi promoteur du label Ndabitchi avec ses trois produits : veste artisanale cousue en tissu africain, cahier CP et

la charrette écologique pour le ramassage d'ordures. La marque déposée Ndabitchi est protégée par l'OAPI selon l'arrêté n° 12/091170/OAPI/DG/DGA/ADG/GU

Bernard Tchibinda Djimbi n'est pas venu au hasard dans l'artisanat. Né vers 1955 à Yembo dans le district de Madingo-kayes (Kouilou), il va se distinguer dès le collège à Dolisie en créant les baby foots de fabrication artisanale qui vont concurrencer ceux importés par les commerçants locaux tels Moro et Nimi Tsaty. Enseignant détaché, il va se convertir en imprimeur et sérigraphe en gardant la même passion pour l'artisanat. Ce qui va lui permettre d'occuper le poste de secrétaire général du Groupement interprofessionnel des artisans du Congo (GIAC) pendant deux ans avant d'être élu président de 2004 à 2013. Ces fonctions, il va les exercer avec brio cumulativement avec celles de chef de service de la promotion et de la formation au niveau de la direction départementale de l'Agence nationale de l'artisanat au Kouilou de 2006 à 2013.

Signe du destin ou hasard de la vie, Bernard Tchibinda Djimbi qui est marié et père de 11 enfants, a fait le 9 septembre 1968 la rencontre avec Kilondé Joséphine, qui deviendra ensuite son épouse. Le mariage coutumier a lieu le 9 septembre 1970 et l'officiel, le 9 septembre 1985 à Pointe-Noire. Il vient d'être distingué le 10 septembre 2014 au cours de la cérémonie où ont été également distingués sept autres Congolais et Congolaises méritants.

Hervé Brice Mampouya

ÉLECTION À LA FÉCOFOOT

Les recalés refusent de ranger leurs armes

Ils sont au total trois, Jacques Gambou, Dieudonné Bénito Amouzoud et Jean Joseph Mouanda Dibala à avoir été écartés de la course pour la présidence de la fédération congolaise de football (Fécofoot). Malgré tout, ces trois candidats n'entendent pas renoncer à la lutte. Ils étaient face à la presse de Pointe-Noire, le mardi 8 septembre.

Après avoir fustigé l'actuel comité exécutif de la Fécofoot, ils ont précisé que « ce petit jeu de dupes pour invalider certaines candidatures a commencé avec l'instauration du critère de trois ans d'activité pré-élection ininterrompues pour tout postulant ». De leur argumentaire, il ressort que le comité exécutif ne cesse de semer disputes et discordes partout, qu'il entretient des rapports conflictuels avec tout le monde. Le « groupe de trois », s'est appuyé sur des conflits que la fédération a eus avec le ministère des Sports et de l'éducation physique, les dirigeants des clubs, le Comité olympique congolais et autres. « Comment comprendre et accepter que toutes les candidatures à l'élection du comité exécutif de la fédération congolaise de football soient écartées au profit de la seule candidature conduite par le président sortant, à savoir, Jean Michel Mbono? ». Telle est la question que les trois se posent, non sans manifester leur colère et leur intention de ne pas se laisser faire. Entre temps, ils ont éclairé l'opinion sur cette élection qui, selon eux, est truquée d'avance.

D'où leur promesse d'utiliser tous les moyens possibles pour atteindre les organes de décisions afin qu'ils soient réhabilités dans cette course pour le poste de président de la Fécofoot.

Le noeud du problème

Le malentendu entre ces trois candidats et la commission électorale est né après la publication des dossiers de candidatures le 04 septembre à Brazzaville. Au total quatre listes ont été présentées avec à leur tête : Jean-Michel Mbono, Jacques Gambou, Dieudonné Bénito Amouzoud et Jean Joseph Mouanda Dibala. Malheureusement, une seule liste a reçu l'avis favorable de la commission : celle de Jean Michel Mbono qui va succéder à lui-même. Pour les trois autres candidats, têtes de listes, dont les dossiers ont été invalidés, cette situation est la preuve palpable de la crise qui prévaut dans le milieu du football congolais. Une crise qui est à la fois morale et institutionnelle. Lors de cette conférence de presse de Pointe-Noire, Jacques Gambou, Dieudonné Bénito Amouzoud et Jean Joseph Mouanda Dibala ont demandé à la fois au comité olympique de s'impliquer dans la gestion de cette crise et aux équipes de les soutenir. Aussi, entendent-ils consulter la famille du football pour la mise en place d'un comité de normalisation qui aura la charge d'organiser cette élection.

Dans cette lutte, le groupe des trois a reçu le soutien de Max Toussaint Loemba, une figure importante du football congolais pour avoir été président de l'AS Cheminot et ancien vice-président de la Fécofoot.

Prosper Mabonzo

CHAMPIONNAT NATIONAL DE HANDBALL JUNIORS

Étoile du Congo et Abo sport sur le podium

L'Étoile du Congo et Abo sport ont respectivement dominé la 17e édition de la compétition qui s'est achevée le 12 septembre à Brazzaville.

Une saison parfaite pour la section handball de l'Étoile du Congo. Après avoir survolé la 45e édition des seniors en deux versions, les vert et jaune ont gagné en ajoutant une nouvelle couronne de la saison. L'équipe masculine a battu en finale l'équipe ponténégrine de CTAHB sur un score de 27-23 pendant qu'Abo-sport se rachetait chez les dames en prenant le dessus 34-25 devant Cara.

Le classement établi au terme de la compétition place l'Étoile du Congo en tête chez les messieurs avec 10 points suivie de CTAHB 8 points et ASB de Brazzaville 6 points. Pigeon vert de N'kayi occupe la quatrième place avec 4 points soit deux de plus que Promosport d'Owando. Les douze Indomptables de Makoua n'ont glané aucun point. Chez les dames, l'Abo sport a dominé la compétition avec 12 points devant Cara (10 points) et Promosport complète le podium avec 8 points. Derrière ces trois, se placent Espérance de Loutété 6 points, Atlantic de Pointe-Noire 4 points, Lépenda 2 points et les Douze Indomptables avec zéro point.

Le joueur de CTAHB Bellod Obaka Loemba a été sacré meilleur buteur de la compétition des messieurs avec 66 buts. Chez les dames, la joueuse de Cara, Guynalie Mitina Matondo, a terminé en tête avec 58 réalisations. Juste après la fin de cette compétition, la Fédération congolaise de handball a également annoncé, par l'entremise de son deuxième vice-président, Jean Malanda, l'ouverture de la saison sportive 2014-2015. Dans la perspective des 11emes Jeux Africains de Brazzaville 2015, les championnats départementaux seront organisés au mois de novembre de cette année pendant que le mois d'avril a été retenu pour le championnat national.

James Golden Eloué

QUALIFICATION À LA CAN 2015

Thievy Bifouma se veut optimiste

L'attaquant congolais évoluant au club espagnol d'Almeria, heureux de jouer pour son pays d'origine, s'est dit optimiste quant aux chances de qualification des Diables rouges pour le Maroc 2015.

« Je me sens bien au Congo. C'est vraiment une belle équipe. Nous avons remporté six points. C'est déjà un bon départ parce que nous revenons de loin. Battus sur le terrain par le Rwanda, nous avons gagné notre place sur tapis vert. On ne s'y attendait pas. Maintenant nous voulons donc saisir cette opportunité pour créer la surprise. La qualification est donc l'objectif que nous nous sommes fixé avec mes coéquipiers. Petit à petit on y arrivera », nous a confié mercredi après le match contre le Soudan, Thievy (3 sélections) à quelques minutes de l'embarquement du vol Air France à destination de Paris. Autour de lui, de nombreux fans venus témoigner leur affection à celui qui, avant, avait porté le maillot de l'équipe de France junior et espoir et qui devient maintenant l'une des pièces maîtresses de l'attaque des Diables rouges.

Le public l'a découvert lors de sa deuxième sélection. C'était aussi pour la première fois qu'il a fait un match plein avec les Diables rouges du Congo. Thievy Guivane Bifouma Koulossa a joué avec son cœur. Sa prestation à Calabar devant le Nigeria, champion d'Afrique en témoigne : un doublé puis une passe décisive. Il est l'artisan de l'actuelle position qu'occupe le Congo dans ces éliminatoires. Les Diables rouges caracolent seuls en tête du groupe A avec six points devant l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Soudan. Un départ de rêve qui récompense l'engagement né de la qualification du Congo obtenue sur tapis vert devant le Rwanda pourtant vainqueur aux

tirs au but au terme du match au cours duquel Thievy Bifouma fêta sa première sélection avec les Diables rouges. La troisième sélection de Thievy Bifou-



Une accélération de Thievy Bifouma dans le camp soudanais (Photo Adiac)

ma avait eu un caractère particulier. Le joueur s'exprimait pour la première fois devant le public congolais dans un match officiel. Ce dernier ne l'a découvert qu'à la télé lors de la première journée des éliminatoires contre le Nigeria. Son doublé couplé d'une passe décisive sur l'égalisation de Prince Oniangué a fait rêver les Congolais. Contre le Soudan, Thievy Bifouma a délivré une passe décisive sur corner qui a occasionné le premier but congolais inscrit de la tête par Fodé Doré.

Bifouma et le public congolais c'est le début d'une histoire.

« Le public doit continuer à nous soutenir. Il y aura encore plus d'ambiance car petit à petit il y aura une montée impressionnante. Je pense que ça ira. Je repars à Paris puis en Espagne très

content », a-t-il déclaré, donnant rendez-vous avec ce même public le mois prochain contre l'Afrique du Sud. « Je veux être au service de l'équipe nationale. S'il y a des possibilités de mettre plus de buts dans une rencontre, je le ferai sans problème » Sur le cas de certains de ses compatriotes qui hésitent

à rejoindre la sélection, Thievy coupe court. « Ils doivent venir faire le constat sur place »

D'origine congolaise, Thievy Guivane Bifouma Koulossa a respectivement porté les couleurs de l'équipe de France junior et espoir. Ce joueur pétri de talent, débute au CS Meaux avant d'intégrer le centre de formation de RC Strasbourg en 2006. Quatre ans plus tard, il rejoint l'Espanyol de Barcelone en Liga espagnole. Lors de la saison 2012-2013, l'Espanyol Barcelone le prête pour une saison à UD Las Palmas en deuxième division espagnole avant d'être à nouveau prêté au club anglais de West Bromwich Albion. Pour le compte de cette saison, Thievy, qui évolue sous les couleurs d'Almeria, souhaite que tout se passe bien pour lui pour un début de saison.

J.G.E.

RÉFLEXION

La France, l'Histoire, le devoir de mémoire

Il y avait eu, au début de cette année, la publication par l'universitaire française Catherine Coquery-Vidrovitch du rapport rédigé par Pierre Savorgnan de Brazza sur les exactions commises au Moyen Congo par les compagnies concessionnaires françaises (1). Et voici que surgit maintenant sur la scène publique un livre édifiant, écrit par le professeur canadien Éric Jennings qui lève un autre coin de voile sur l'Histoire de France : « La France libre fut africaine » (2).

La caractéristique commune de ces deux ouvrages est qu'ils ont vu le jour grâce au concours actif de l'État français. Le premier a exhumé des archives du Quai d'Orsay, avec cent dix ans de retard, la narration précise et accablante que l'explorateur fit de ce qui se passait réellement au Congo dont il avait été écarté quelques années auparavant pour avoir dénoncé les abus frappant ses habitants. Le second, édité avec l'aide du ministère de la Défense, raconte pièces à l'appui

et avec soixante-dix ans de retard comment la France se reconstruisit pendant la deuxième Guerre mondiale à partir de l'Afrique équatoriale et non, comme le veut la légende, depuis Londres ou Dakar. Tous deux restituent enfin les vérités que l'on voulut si longtemps cacher aux Français comme aux Africains.

Le fait que Brazzaville se trouve placée au cœur de ce double devoir de mémoire n'a rien qui puisse surprendre dans la mesure où cette partie de l'Afrique a contribué, à plusieurs reprises et de façon décisive, à la grandeur de la France. Mais le fait nouveau qui constitue, si l'on y réfléchit bien, une véritable révolution intellectuelle, est que les autorités françaises aident désormais les chercheurs à écrire l'Histoire, l'Histoire vraie, l'Histoire authentique. La preuve en est qu'aucun des deux ouvrages signalés ici n'aurait pu voir le jour si des instructions précises n'avaient pas été données aux administrations concernées afin que les

chercheurs accèdent aux archives restées jusqu'alors tenues, sinon secrètes, du moins confidentielles.

Reste maintenant pour la France, mais aussi pour l'Europe et les États-Unis, à franchir le pas le plus difficile, celui qui permettra enfin de connaître la vérité, toute la vérité, sur l'un des drames les plus terribles que l'humanité a vécu dans les siècles antérieurs : celui de la traite négrière dont l'épicentre se situa au cœur du Golfe de Guinée et non, comme on veut le faire croire, dans l'Ouest de l'Afrique. Car ce qui se passa à Loango dépassa largement en violence, en horreur, en inhumanité, les crimes commis pendant des décennies sur l'île de Gorée, au Sénégal.

Nos lecteurs le savent puisque nous les en informons de façon constante : les plus hautes autorités du Congo se trouvent une fois encore au cœur de ce réveil historique. Ayant décidé de créer, à Loango précisément, dans cette baie du Golfe de Guinée où venaient s'arrimer les sinistres navires de la traite négrière, un

musée qui racontera, pièces et documents à l'appui, la tragédie vécue par les peuples de cette partie du continent, elles travaillent activement à l'organisation d'un colloque qui se tiendra au mois de novembre et lancera enfin le travail de mémoire qui a tant tardé.

Reste à espérer que la concrétisation de ce projet convaincra la France et ses partenaires occidentaux, dont la richesse présente doit beaucoup à l'esclavage, à la traite négrière, à la colonisation, de participer enfin activement à l'émergence de l'Afrique. Il n'est jamais trop tard pour bien faire !

(1) « Le rapport Brazza », préface de Catherine Coquery-Vidrovitch. Editions Le passager clandestin. 1er trimestre 2014. 305 pages.

(2) Éric Jennings, « La France libre fut africaine ». Editions Perrin, avec le concours du Ministère de la Défense. Mars 2014. 350 pages.

Jean-Paul Pigasse